

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 515
Mars - Mai 2015
52^e année -1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Correspondance. A la CGT de Seine-Maritime, un réformisme chasse l'autre
- Contre les attaques capitalistes. Retour à la lutte de classe prolétarienne !
- Des centaines de migrants périssent à nouveau en Méditerranée. C'est le capitalisme qu'il faut noyer!
- «Brochure Le Prolétaire». La Syrie dans la perspective marxiste - Introduction
- Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste (extraits)
- Les émeutes de Baltimore, 50 ans après les révoltes noires aux Etats-Unis. Amadeo Bordiga: La colère «noire» a fait trembler les piliers vermouls de la «civilisation» bourgeoise et démocratique
- Les émeutes «raciales» aux Etats-Unis

Le 9 avril, 1er mai, des «actions» syndicales pour prévenir la lutte véritable

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires avaient appelé à une journée de manifestations pour le 9 avril (leur communiqué d'appel parlait même d'une «journée de grève interprofessionnelle»). Mais ces syndicats s'étaient bien gardé de donner le moindre mot d'ordre ou la moindre revendication précise; ils affirmaient s'engager «dans un processus de mobilisation» pour «lutter contre l'austérité et ses impacts destructeurs tant socialement qu'économiquement et démocratiquement».

La vacuité des phrases (d'où ne ressortait que l'adhésion habituelle aux poncifs bourgeois de démocratie et croissance économique) n'était que l'expression de la vacuité des objectifs.

Quant à la CFDT, qui collabore étroitement avec le gouvernement, elle avait affirmé, par la bouche de son secrétaire général Laurent Berger: «Il n'y a pas d'austérité en France» (1) Et donc pas besoin de lutter, ni même de faire semblant en appelant à la journée d'action!!

La CFDT ne craint pas d'afficher ouvertement son collaborationnisme et elle travaille assidûment en ce sens; mais le collaborationnisme des autres appareils syndicaux est tout aussi réel, et s'il est moins apparent, il en est d'autant plus efficace et donc d'autant plus dangereux: la journée du 9 avril était la classique manifestation-soupe de sûreté organisée pour faire tomber la pression qui, sinon, risque toujours de s'accumuler.

Son objectif premier était de déminer le terrain social pour laisser les mains libres au gouvernement; ensuite il s'agissait pour les syndicats qui l'avaient organisée, de montrer leur force à ce dernier, non pour le faire reculer, mais pour qu'il comprenne qu'ils étaient des interlocuteurs avec lesquels il devait traiter. FO, qui aime de temps en temps se donner une image combative (il faut bien recruter), l'a ingénument avoué par la bouche de son secrétaire-général Mailly: «il faudrait que Manuel Valls réponde à nos revendications»...

Les organisations d'«extrême» gauche ont montré une fois de plus leur rôle habituel

(Suite en page 2)

L'impérialisme parle de paix, mais fait la guerre

En 1950 paraissait le «Fil du temps» intitulé «Points démocratiques et programmes impériaux» à l'occasion du programme en 5 points annoncé par Truman, le président américain de l'époque. Il s'agissait d'un programme impérialiste qui prévoyait évidemment l'administration du monde par la puissance impérialiste majeure, le pays qui avait triomphé dans la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis.

Comme tous les programmes impérialistes qui l'avaient précédé et qui l'ont suivi, il prévoyait, après l'hécatombe de la bouche à feu mondiale, d'agir pour: 1) la «paix mondiale», 2) la constitution des «Nations unies» qui devaient «élaborer ces principes d'éthique et de droit international sans lesquels l'humanité ne pourra survivre», 3) un plan pour assurer la «reprise économique mondiale» (le fameux «plan Marshall») qui aurait dû être réalisé par l'intermédiaire des «organisations du commerce international», 4) les «zones arrières» envers qui les nations industrielles, à commencer par les Etats-Unis, devaient s'engager à fournir assistance technique et investissements, donc investir des capitaux considérables à des fins productives», et, enfin, 5) «répandre dans le monde la démocratie et la paix», en concurrence avec le «communisme» stalinien qui, après la guerre anti-allemande et anti-japonaise, était passé du statut d'allié à celui d'adversaire, non sur le plan de la guerre de classe, mais sur celui des contrastes impérialistes pour le partage des zones d'influence dans le monde.

Après les attentats du 11 septembre

2001 contre le World Trade Center et le Pentagone, George Bush, président américain d'alors, a rajouté un sixième point: la lutte contre le terrorisme international. On sait que par «terrorisme international» les dirigeants des pays impérialistes entendent les actions armées de groupes ou d'Etats opposés à leurs intérêts. On commença alors par l'Afghanistan, puis l'Irak, la Libye, etc., pour en arriver à la Syrie. La tension internationale n'a pas cessé, en dépit des plans du président noir Obama de désengagement des forces militaires américaines de divers théâtres d'opération.

Dans les années cinquante, les Etats-Unis, représentant la plus grande concentration et le plus grand développement du capitalisme et donc de sa forme politique la plus développée - l'impérialisme - dictaient en pratique les priorités du capitalisme mondial et défendaient les intérêts de classe de la bourgeoisie de tous les pays, tout en défendant ses propres intérêts contre les appétits des autres impérialismes, à commencer par ceux de l'URSS. Cette dernière, seul Etat ayant une force militaire capable de rivaliser avec les Etats-Unis, utilisait cette puissance militaire en faveur de ses propres intérêts de capitalisme en plein développement et d'impérialisme dominant une partie du continent euro-asiatique; mais aussi pour garantir la stabilité de l'ordre capitaliste mondial, que ce soit par l'intermédiaire des partis stalinien à l'extérieur de son «bloc» ou de ses interventions répressives directes quand il le fallait chez elle ou dans les pays satellites, afin d'empêcher une reprise de la

lutte de classe prolétarienne.

Lénine affirmait à son époque:

«L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur tous les plans, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes y compris dans ce domaine: tel est le résultat de ces tendances. De même qu'ils renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes)» (2).

Après la deuxième guerre mondiale marquée par l'alliance contre le camp impérialiste adverse dirigé par l'Allemagne et le Japon, les «programmes impériaux» de Truman et de Staline ne pouvaient que se heurter, coalition «occidentale» contre coalition «orientale» (dite, dans le langage stalinien, «camp socialiste»); mais cet affrontement ne remettait pas en cause leur défense commune du mode de production capitaliste, prolongeant contradictoirement leur alliance de guerre en condominium mondial armé à des fins contre-révolutionnaires et anti-prolétariennes, même si ce condominium ne réussissait pas à éviter l'éclatement cyclique de contradictions économiques, politiques et, évidemment, militaires.

Comme le disait également Lénine «les alliances inter-impérialistes» ou «ultra-im-

(Suite en page 2)

Grèce

Contre les illusions réformistes, Pour la lutte indépendante de classe !

Les élections anticipées du 25 janvier en Grèce ont vu la victoire du parti Syriza (Coalition de la Gauche Radicale), coqueluche de toute la «gauche de la Gauche» européenne, du Podemos espagnol, au Die Linke allemand, au Rifondazione Comunista italien, en passant par le Front de Gauche français, mais aussi de la plus grande partie de l'«extrême-gauche» qui, plus ou moins, se prétend encore «révolutionnaire». Par exemple, une feuille trotskyste écrivait: «Le peuple grec ne s'est pas laissé impressionner. En votant massivement pour la gauche radicale, il a rejeté l'austérité et les sacrifices. Il peut en être fier» (1).

En fait c'est à peine plus du tiers des votants (36,3%) qui ont donné leur suffrage à Syriza (soit plus 9,4% par rapport aux élections de 2012), contre 27,8% qui ont voté pour le parti de droite Nouvelle Démocratie (qui n'a que légèrement reculé: -1,9%); le KKE (Parti Communiste Grec) a progressé, passant de 4,5 à 5,5% des suffrages, tandis que les néo-fascistes de Aube Dorée reculaient de 6,9 à 6,3% et que le parti d'extrême droite ANEL (Grecs Indépendants) baissait fortement, de 7,5 à 4,8% des suffrages. Un rassemblement d'«extrême» gauche, Antarsya, réunissant trotskystes, maoïstes et autres obtenait 0,66% des suf-

frages, tandis que le nouveau parti centriste Potami qui n'existait pas en 2012 recueillait 6% des voix.

C'est l'effondrement du parti socialiste PASOK (associé à la Nouvelle Démocratie dans le précédent gouvernement), passant de 12,3% des votants à 4,7% qui explique la percée électorale de Syriza: la «Gauche Radicale» est devenue ainsi le refuge des habitués électeurs social-démocrates; les analystes ont relevé que Syriza avait perdu des voix parmi les secteurs les plus populaires, principalement au profit de l'abstention (36,1% d'abstentions), sans aucun doute en liaison avec la «modération» de plus en plus grande de son discours au fur et à mesure que se rapprochaient les élections.

Cette «modération» s'est manifestée avec éclat lorsque, pour former son gouvernement Syriza s'est alliée à... ANEL. L'aile «extrémiste» de Syriza a avalé sans trop de difficultés cette couleuvre: il est vrai que Syriza a déjà collaboré au parlement avec ce parti dont il partage le nationalisme. Proche de l'Eglise orthodoxe et des militaires, ANEL s'est vu confier le ministère, ô combien stratégique, de la Défense. Syriza a justifié cette initiative au nom du besoin de former un gouvernement stable, car elle ne dispose pas de la majorité absolue au parlement; en

réalité l'alliance avec ANEL signifiait que les biens de l'Eglise, qui est le premier propriétaire terrien du pays, continueraient à échapper à l'impôt, et que le budget militaire ne serait pas touché.

UN FARDEAU POUR LES PROLÉTAIRES GRECS : LES DÉPENSES MILITAIRES

La Grèce est le pays de l'Union Européenne qui a les dépenses militaires les plus élevées. En 2013, elle avait dépensé l'équivalent de 2,4% de son PIB (Produit Intérieur Brut) pour ses forces armées. Dans les grands pays européens, ces dépenses militaires équivalaient en Grande-Bretagne la même année à 2,2% du PIB, en France à 2,2%, en Italie à 1,5%, en Allemagne à 1,3%, en Espagne à 0,9%. (2).

Pour fixer les idées, les dépenses militaires aux USA se montaient cette même année à 3,8% du PIB, en Russie à 4,2%, en Chine à 2,1%, au Japon à 1%; mais étant donné la taille de leur économie, les dépenses militaires américaines représentaient près de 37% des dépenses militaires mondiales, autant que celles réunies des 9 autres pays aux plus

(Suite en page 5)

L'impérialisme parle de paix, mais fait la guerre

(Suite de la page 1)

périalistes' [selon la formule de l'ultra-opportuniste Kautsky – NdIR], dans la réalité capitaliste ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes que des trêves entre des guerres [dans une Organisation des Nations Unies – NdIR], ne sont qu'une trêve entre deux guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres, et à leur tour naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale» (3)

Cent ans se sont écoulés depuis que ses lignes ont été écrites, 70 ans depuis que la deuxième guerre mondiale s'est achevée; la situation mondiale a changé, mais en quoi?

Le condominium russo-américain n'existe plus après l'écroulement de l'URSS; les Etats-Unis restent, et de loin, l'impérialisme le plus fort, mais ils ne peuvent plus jouer les «patrons du monde», devant compter avec la croissance de centres impérialistes concurrents comme avec l'émergence de puissances mineures mais pas moins agressives pour autant. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, la croissance des pays capitalistes dominant le marché mondial ne pouvait pas ne pas se traduire par la croissance de facteurs de contraste aiguissant la concurrence entre eux, poussant à des alliances pour défendre leurs intérêts (voir la

dite «Union Européenne»), débouchant sur des conflits armés: au cours de ces dernières décennies de «paix» il ne s'est pas passé d'année sans qu'éclatent des guerres où les grands impérialismes soient impliqués directement ou indirectement.

Le «nouvel» impérialisme est-il si différent de l'«ancien»? Après la longue saison des luttes anti-coloniales, de la dite décolonisation et de la formation de nouveaux Etats indépendants, le nouvel impérialisme repeint aux couleurs de la démocratie, du libre marché et de la civilisation industrielle assure-t-il le progrès et la paix au monde? La nouvelle politique démocratique et populaire suivie par les grands Etats bourgeois en politique intérieure leur a permis d'acheter la paix sociale interne et d'avoir les mains libres à l'extérieur pour faire face aux révoltes coloniales ou pour réaliser leurs interventions militaires, et de façon générale pour mener leur politique impérialiste. La défaite de la vague révolutionnaire de l'après première guerre mondiale et la disparition du mouvement communiste international, a permis aux capitalistes de tous les pays, y compris des nouveaux pays indépendants, d'enchaîner leurs prolétaires à la défense de l'économie nationale, de la patrie, et de l'Etat bourgeois chargé de défendre l'ordre capitaliste.

Aujourd'hui les programmes impériaux ont les mêmes objectifs que ceux définis par Truman en 1950:

reprise économique mondiale (éternel couplet repris après chaque crise économique); **investissements productifs** (parce que ce n'est que de l'exploitation de la force de travail que le capitalisme peut tirer la plus-value, c'est-à-dire le profit, nécessaire à sa

survie); **paix mondiale et démocratie** (classique chanson destinée à l'abrutissement des populations et des prolétaires en particulier) qui va maintenant de pair avec la **lutte internationale contre le terrorisme**, alors que les classes dominantes exercent un terrorisme quotidien contre les masses prolétaires soumises à une précarité toujours plus grande quand elles ne sont pas, comme dans les pays (de moins en moins) «périphériques» victimes des guerres et des persécutions et condamnées par millions à fier leurs propres pays.

«Le vieil impérialisme avait devant lui des terres peu peuplées ou occupées par des populations que l'on pouvait facilement, grâce au niveau atteint de progrès scientifique, exterminer ou écraser. En exploitant les colonies et les colonisés il a réussi à accroître les profits du capital dans la mère patrie. En arrivant aux limites du monde habité, les affrontements pour les meilleures zones éclatèrent.»

«Le nouvel impérialisme n'a pas d'autre but; mais il se trouve devant des contrées regorgeant de populations affamées et sans travail: son plan moderne ne tend pas à mettre au premier plan les possessions territoriales et la garde armée des terres et des mers; il veut arriver au même point par un monopole mondial du capital et des masses monétaires: des taux très élevés de profit dans le pays impérialiste et un niveau de vie et de consommation relativement élevé, de façon à ce que soit assurée la reproduction incessante d'«économies» à investir (...).»

Aucune guerre ne rompra ce cercle de fer, sinon la guerre interne à toutes les nations entre prolétaires et représentants du capi-

tal, que ce dernier soit indigène ou étranger» (4).

Sous le capitalisme il ne peut y avoir de paix que provisoire; le petit impérialisme français en donne une démonstration aussi irréfutable que le grand impérialisme américain: il est engagé aujourd'hui dans différentes guerres en Afrique et au Moyen-Orient, alors que son désengagement militaire d'Afghanistan qui aurait dû marquer son retour à la paix, est à peine terminé! La réduction de ses effectifs militaires, qui avait été décidée pour des raisons budgétaires, laisse maintenant la place à leur augmentation, sous le commode prétexte de la guerre contre le terrorisme et l'ennemi, aussi bien extérieur qu'intérieur (5)!

Contre les guerres bourgeoises, il viendra au prolétariat, guidé par son parti de classe, de se préparer à la **guerre de classe**, la seule guerre qui, en détruisant le capitalisme, pourra véritablement assurer à jamais la paix dans la société humaine.

(1) cf «Points démocratiques et programmes impériaux», article de la série «Le Fil du Temps», publié sur le journal d'alors du parti, *Battaglia Comunista* n°2, 25 janvier - premier février 1950.

(2) cf Lénine, «L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme», Oeuvres, Tome 22 p. 320.

(3) Ibidem, p. 319. Souligné par Lénine.

(4) «Points démocratiques...»

(5) cf «La France renforce son armée face à la menace intérieure», *Le Figaro*, 26/3/2015. Selon le quotidien il aurait été décidé de recruter 11 000 militaires en 3 ans.

Le 9 avril, 1er mai, des «actions» syndicales pour prévenir la lutte véritable

(Suite de la page 1)

de rabatteurs et de flanc-gardes des appareils syndicaux. Tout en émettant quelques critiques dans le genre «une journée n'est pas suffisante», elles ont en fait soutenu les initiatives syndicales, refusant de les dénoncer pour ce qu'elles sont: des actions collaborationnistes pour maintenir le mécontentement et les protestations ouvrières dans un cadre inoffensif au nom du «dialogue social», des «négociations entre partenaires sociaux», et de la défense de l'ordre établi. Ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les syndicats eux-mêmes!

Dans leur appel pour le premier mai, obscène cri du coeur de laquais du capitalisme, les mêmes organisations qui avaient

appelé au 9 avril écrivaient qu'elles «réaffirment, dans la suite du 11 janvier [manifestations après l'attaque contre Charlie-Hebdo – NdIR], que la démocratie, la république, la paix, les libertés de pensée et d'expression sont des biens communs qu'elles sont décidées à défendre face à tous les totalitarismes, aux discours haineux, aux tentatives de division et de stigmatisation. La convergence des mobilisations partout en Europe ce 1er mai sera un signe fort adressé aux différents gouvernements et aux patronats pour exiger une construction européenne fondée sur le progrès social, s'appuyant sur le renforcement du dialogue social et des droits sociaux»...

A l'opposé de cette écoeurante bouillie bien-pensante, les prolétaires ont besoin,

non de défendre des «biens communs» (? sans doute communs à plusieurs classes), mais leurs intérêts propres de classe, **distincts et opposés** à ceux des classes possédantes; pour les défendre il ne leur faut pas adresser un «signe» même «fort» (!) aux gouvernements et aux patronats, mais les **combattre**.

Quant à l'«exigence» (!) d'une construction européenne fondée sur le progrès social, etc., elle n'est même pas un *voeu pieux* adressé aux gouvernements et aux patronats, mais purement et simplement de la **poudre aux yeux** des prolétaires.

La soi-disant «construction européenne», autrement dit l'alliance économique et politique qu'ont nouée les différents capitalismes européens pour résister à leurs concurrents internationaux, se fonde de façon toujours plus accentuée sur la **régression sociale**, pardon, sur les «réformes» qui ont pour but d'accroître et d'intensifier davanta-

ge l'exploitation capitaliste. Etant donné les difficultés économiques du capitalisme, au niveau européen comme au niveau national, l'heure est aux attaques anti-ouvrières et antisociales. Il ne peut donc s'agir, pour les prolétaires, de renforcer le «dialogue social», c'est-à-dire la **collaboration des classes**, mais de faire l'**inverse**: briser la paix sociale et se lancer dans la lutte de classe. Bourgeois et prolétaires ne sont pas des **partenaires**, ce sont des **adversaires** de classe.

Tous ceux qui prétendent le contraire, qui préconisent et mettent en pratique la collaboration avec les patrons et leurs Etats, ou qui refusent de condamner cette collaboration, désarment **sciemment** les prolétaires au moment même où ceux-ci ont le plus besoin de se défendre. Les prolétaires ne peuvent attendre d'eux que le sabotage et l'étouffement de leurs luttes: ils se rangent dans le camp ennemi!

C'est en dehors d'eux, en dehors de leur influence et contre leurs orientations défaitistes que devra renaître la lutte prolétarienne.

(1) *Les Echos*, 16/3/15

CORRESPONDANCE

A la CGT de Seine-Maritime, un réformisme chasse l'autre

L'Union Départementale CGT de Seine-Maritime a tenu son congrès en avril. Pour reprendre le vocabulaire des vainqueurs, les «oppositionnels» ont chassé du bureau les «officialistes», fervents soutien à la direction confédérale. Pour ce faire, toutes les forces critiques de la CGT dans le département se sont coalisés en particulier les nostalgiques de Krasucki et les trotskistes du POI lambertiste et du NPA.

Opération réussie : le nouveau secrétaire de l'UD est l'ancien dirigeant du syndicat CGT de Renault-Cléon, dans lequel une alliance du même type existe depuis des années.

Cependant, il ne faut pas creuser beaucoup pour constater que nos «oppositionnels» sont aussi réformistes et collaborationnistes que leurs adversaires.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire l'appel du Congrès rédigé par la nouvelle direction, c'est son réel acte de naissance (1).

A côté des classiques demande d'augmentation de salaire, défense du CDI ou abrogation des lois sur les retraites, il met en avant des revendications purement bourgeoises : «une véritable politique industrielle», «un engagement (sic) du renforcement des services public et de la fonction publique», «un véritable projet de financement de la protection sociale» et «une autre répartition des richesses». Pour satisfaire les trotskistes, on a même ressorti pour l'occasion la tarte à la crème de «l'interdiction des licenciements».

Le silence de ce texte sur le nationalisme et le racisme est aussi très parlant. Cela est d'autant plus significatif alors que le Front national s'était qualifié quasiment partout dans le département au second tour des élections départementales et qu'il a atteint jusqu'à 45% des suffrages.

Sur les moyens d'action, il n'y a également qu'une inflexion de façade. L'expression «journée d'action» disparaît pour

laisser place à la revendication d'une «nouvelle Journée de grève générale de 24h», c'est-à-dire une réplique de la journée du 9 avril qui n'était pas une grève générale mais une traditionnelle «journée d'action» démobilisatrice.

Les «oppositionnels», comme leurs frères ennemis, sont opposés à une véritable riposte qui ne peut passer que par une grève sans limitation de durée, jusqu'à obtention des revendications et que par l'utilisation méthodes de lutte sur le terrain de l'action directe.

Au final, la querelle de famille entre collaborationnistes s'est réglée au profit des plus brailards mais fondamentalement les prolétaires n'y ont rien gagné. La bonzerie CGT demeure un obstacle sur le chemin de la reprise de la lutte des classes.

Au contraire des manoeuvres pour se faire une place dans l'appareil, les travailleurs ont l'impérieux besoin de défendre leurs conditions de travail et de vie, en rupture avec la défense de l'entreprise et de l'économie nationale.

(1) On peut lire cet appel à: <http://education7627.fr/spip.php?article2875>

El Proletario No 6 - Marzo de 2015

- Sobre el periodo actual y las tareas de los revolucionarios
- A 80 años de la insurrección proletaria de 1934
- Diccionario mínimo
- Ébola en España
- ¡Abajo la guerra imperialista en Irak y Siria!
- ¡Abajo la Union Sacrée! ¡Abajo la República burguesa! ¡No a las guerras de religiones, no a la democracia imperialista, Sí a la guerra anticapitalista!
- Ferguson, USA: Un episodio de la guerra entre las clases
- Crimen policial en Sivens (Francia)
- Orientaciones prácticas de acción sindical (II)

Precio del ejemplar: Europa: 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Contre les attaques capitalistes Retour à la lutte de classe prolétarienne !

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Depuis la victoire de Hollande aux présidentielles, les nouveaux gouvernants «de gauche» n'ont cessé de multiplier les attaques anti-ouvrières et les mesures antisociales et répressives, non seulement en parfaite continuité avec la politique suivie par Fillon - Sarkozy, mais en l'aggravant encore. Cela ne peut surprendre que ceux qui auraient oublié l'action de la gauche au pouvoir (PS, PCF et Ecologistes) lors des mandats de Mitterrand ou quand Jospin était Premier ministre. En dépit de leurs discours quand ils sont dans l'opposition et de leurs proclamations électorales, les partis qui la composent ont toujours servi les intérêts du capitalisme **au détriment** des intérêts des travailleurs: rappelons-nous Fabius déclarant qu'il avait fait, lorsqu'il était premier ministre, le «sale boulot» que la droite n'avait pas réussi à accomplir. Ces partis sont en réalité des partis **politiquement** bourgeois (quand ils ne le sont pas **socialement**): Valls était le plus honnête quand en 2009 il voulait changer le nom du PS pour faire disparaître l'adjectif «socialiste». Cependant pour garder leur audience auprès des travailleurs, ces partis ne peuvent pas avouer qu'ils se situent dans le camp opposé...

Mais ces partis de gauche ne pourraient pas aussi facilement renier leurs promesses électorales (même réduites à un minimum dans le cas de Hollande. S'il ne s'est jamais cru obligé de se dire, comme Mitterrand l'avait fait, «anticapitaliste», lors de la campagne électorale il avait déclaré, sans rire, que son ennemi était la finance!) et se conformer aux exigences capitalistes, s'ils n'avaient pas l'assurance que les appareils syndicaux feraient tout leur possible pour prévenir, isoler et stériliser les luttes, en un mot pour maintenir la paix sociale.

Parfaitement **réformistes**, c'est-à-dire farouchement opposés à toute perspective de **lutte révolutionnaire** contre le capitalisme, intégralement **collaborationnistes**, c'est-à-dire partisans indéfectibles du dialogue entre «partenaires sociaux», complètement **pacifistes** et **légalistes**, c'est-à-dire fanati-

quement respectueux des lois bourgeoises qui codifient l'exploitation capitaliste et de l'Etat qui la défend, comment ces appareils syndicaux pourraient-ils s'opposer réellement aux intérêts bourgeois? Comment pourraient-ils susciter ou soutenir des luttes qui risquent de prendre un tour anticapitaliste? Attachés par mille liens aux institutions bourgeoises mises sur pied pour paralyser le prolétariat, ils ne peuvent que s'efforcer de cacher que patrons et travailleurs, bourgeois et prolétaires, ne sont pas des partenaires mais des **adversaires** de classe. Par nature incapables de défendre autrement qu'en paroles les intérêts des travailleurs, ils ne peuvent que s'opposer à toute lutte prolétarienne réelle, de classe, contre les capitalistes et leur Etat, comme mille exemples le démontrent.

Faire confiance à ces appareils syndicaux pour lutter contre les attaques capitalistes serait tout aussi absurde que de faire confiance au gouvernement Hollande pour s'opposer aux patrons! C'est seulement en menant les luttes et en s'organisant en dehors d'eux, en s'opposant leur sabotage inévitable, qu'il est possible de résister et de vaincre!

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

Les attaques anti-ouvrières menées soi-disant pour «résorber les déficits», pour «défendre la monnaie» ou tout simplement pour rétablir la «bonne santé de l'économie nationale» ne se limitent pas à la France. Dans pratiquement tous les pays, du Brésil à la Grèce, de la Chine à la Grande-Bretagne, du Viet-Nam à l'Italie, etc., et souvent de manière bien plus brutale qu'ici, les capitalistes et les gouvernements à leur solde s'attaquent aux travailleurs, renforcent l'exploitation et aggravent les conditions de vie et de travail des masses: partout la crise capitaliste est synonyme de chômage, de précarité et de misère croissante.

Mais si la crise économique attise la **guerre sociale** de plus en plus aiguë menée par les capitalistes contre leurs prolétaires, elle provoque aussi dans les régions où se

heurtent avec le plus d'intensité les appétits rivaux de différents Etats ou groupes capitalistes, de véritables affrontements armés, de véritables **guerres** féroces où les prolétaires servent de chair à canon pour des intérêts qui ne sont pas les leurs: en Afrique, au Moyen-Orient, en Ukraine, etc.

Chassés de chez eux par la misère la plus noire, par les persécutions ou les guerres, des millions de personnes (16 millions en 2013 selon les chiffres officiels de l'ONU, dont plus de la moitié en Asie), sont condamnés au sort peu enviable de réfugiés; d'autres tentent, au milieu des plus grandes difficultés, parfois au péril de leur vie, de gagner des terres qu'ils croient plus hospitalières en Afrique en Amérique ou en Europe. Mais en Afrique du sud ils risquent d'être victimes des pogroms sur lesquels les Autorités ferment les yeux; et en Europe ceux qui ont eu la chance de ne pas se noyer en Méditerranée (plus de 4500 morts depuis 2013), se retrouvent souvent emprisonnés dans les camps de la forteresse Europe avant d'être expulsés!

Les capitalistes européens exportent leurs capitaux et leurs marchandises dans le monde entier (et ils sont en discussion pour accroître la liberté de circulation internationale des marchandises et des capitaux); les impérialistes européens – à commencer par les impérialistes français – interviennent à l'étranger, y font la guerre pour défendre leurs intérêts (derrière les fausses justifications de lutte contre le terrorisme ou pour les droits de l'homme), mais, restreignant la liberté de circulation des hommes, ils refusent d'accueillir les victimes de leurs actions et du système capitaliste, réduisant même les moyens de porter secours au naufragés, au point que l'ONU a accusé l'Europe de «*transformer la Méditerranée en vaste cimetière*»! Leur seule réponse aux drames actuels est de renforcer les moyens de surveillance des frontières et d'envisager des bombardements «ciblés» sur les côtes libyennes!

PROLÉTAIRES, CAMARADES!

La classe ouvrière, en France comme

ailleurs, ne pourra se défendre contre les attaques capitalistes que par la lutte ouverte et réelle, non par les simulacres de «journées d'action» et d'innocentes manifestations rituelles. Elle ne pourra combattre les ravages de la crise, la misère et les guerres, qui frappent surtout aujourd'hui les prolétaires et les masses d'autres pays, mais dont les premiers contrecoups se font déjà sentir au cœur des métropoles impérialistes, qu'en reprenant les orientations de la lutte de classe et de l'**internationalisme prolétarien**. La lutte de résistance immédiate pourra alors se hisser au niveau d'une lutte générale, révolutionnaire, pour renverser le pouvoir bourgeois et instaurer le pouvoir prolétarien, centralisé et totalitaire: la dictature internationale du prolétariat, indispensable pour déraciner le capitalisme et aller vers une société sans classes, sans guerres ni frontières, sans oppressions ni discriminations: le **communisme**. Sinon le capitalisme finira par plonger à nouveau le monde dans une guerre mondiale, comme il l'a déjà fait à deux reprises pour surmonter ses crises.

Sur cette voie qui implique «**l'organisation du prolétariat en classe donc en parti**» (*Le Manifeste Communiste*), c'est-à-dire la reconstitution du parti de classe international, authentiquement communiste, le premier pas indispensable est la rupture avec toutes les orientations bourgeoises, le refus de tous appels à l'union nationale et à la collaboration entre les classes, l'opposition à tous les sacrifices au nom de l'économie nationale, l'organisation indépendante de classe pour la défense exclusive des intérêts prolétariens.

A bas l'Europe-forteresse ! Ouverture des frontières !

Régularisation des sans-papiers !

Retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen-Orient !

Pour la reprise de la lutte de classe anticapitaliste !

Pour l'union des prolétaires de tous les pays !

Pour la révolution communiste mondiale !

01/05/2015

Des centaines de migrants périssent à nouveau en Méditerranée C'est le capitalisme qu'il faut noyer!

Guerres entre Etats, conflits entre milices, répressions armées, misère et destructions: des pays d'Afrique, du Proche et du Moyen Orient sont en pleine désagrégation, provoquant la fuite désespérée de millions d'êtres humains à la recherche d'une terre, d'un pays pour échapper à cet enfer et de tenter de survivre. Des masses désespérées traversent montagnes et déserts, où ils tombent entre les mains de trafiquants sans scrupules prêts à les escroquer ou à les lancer sur les mers dans des rafiots surchargés. Les témoignages des survivants de ces périples abondent en histoires de gens asphyxiés dans les cales, de femmes enceintes jetées à la mer, de protestataires frappés ou tués, de navires abandonnés à la dérive avec leurs cargaisons de personnes qui, pour la plupart ne savent même pas nager.

C'est ainsi que le dimanche 9 avril une embarcation partie des côtes égyptiennes et contenant plus de 1000 migrants coule au large de la Libye: 28 passagers sont sauvés et 24 cadavres sont retrouvés; quant aux 950 autres ils sont disparus sans laisser de traces! Un navire marchand s'étant approché de l'embarcation pour venir à son secours, les migrants se sont déplacés en masse sur l'un des côtés, la faisant chavirer; elle se composait de deux ponts couverts où les passagers entassés par les trafiquants étaient enfermés pour les empêcher de sortir à l'air libre: en un instant l'embarcation s'est transformée en un gigantesque cercueil!

Ces morts s'ajoutent à une longue série de milliers de morts en Méditerranée, transformée en un gigantesque cimetière. Rappelons le premier naufrage en masse de migrants, dans la nuit de Noël 1996 où un bateau transportant des Indiens, des Pakistais et des Srilankais coula dans le canal de Sicile: le nombre de morts fut estimé à 283; en 2011 entre 500 et 700 Tunisiens trouvèrent la

mort selon des estimations «non officielles», mais peut-être d'autant plus véridiques; le 3 octobre 2013 un naufrage à Lampedusa causa 368 morts, etc. Selon l'ONU, plus de 3000 migrants ont perdu la vie en Méditerranée l'année dernière et plus de 1500 depuis le début de cette année!

Mais les médias reconnaissent que ces chiffres ne décrivent qu'une partie de la réalité, car beaucoup de tragédies semblables sont demeurées inconnues: de nombreuses embarcations parties d'Egypte, de Libye ou de Tunisie ne sont jamais arrivées nulle part, coulant sans laisser de traces, bien que les marines de n'importe quel pays, grâce aux moyens techniques modernes, auraient pu les découvrir à temps.

Devant ces «tragédies de la mer», les gouvernements des riches pays européens, à commencer par l'Italie, se frappent la poitrine, lancent des cris au ciel contre le «cynisme», l'«indifférence», la «spéculation», le «trafic d'êtres humains», les «esclavagistes du XXIe siècle»; ils s'exhortent les uns

les autres à faire quelque chose, à intervenir, «y compris par les armes» pour empêcher le trafic de chair humaine! Ils invoquent les institutions européennes, l'ONU, le Conseil de Sécurité, comme si ces institutions étaient autre chose que les émanations de gouvernements bourgeois, comme si les représentants de ces gouvernements n'y siégeaient pas pour défendre tel ou tel intérêt.

Et les intérêts sur lesquels peuvent se mettre d'accord, mais seulement temporairement, les pays les plus puissants du monde, ne sont assurément pas ceux des millions de bras et de bouches réduits à la faim et au désespoir; ce sont ceux des affaires, de l'exploitation des ressources naturelles par l'intermédiaire de l'exploitation de la force de travail humaine; et face à ces intérêts, dans la mesure où la crise du mode de production capitaliste fait disparaître la «prospérité économique», il n'y a pas de guerre qui ne puisse se déchaîner, d'abus qui ne puissent être commis, de répressions et de brutalités qui ne puissent être justifiées, de tragédies qui ne puissent arriver. Dans ces conditions, même les «esclavagistes du XXIe siècle» peuvent être utiles aux puissances économiques qui ont soumis des populations entières, dans la mesure où ils maintiennent dans des limites tolérables par la dite «communauté internationale» ces tragédies et ces désespoirs. Mais si ces limites sont dépassées et si ces tragédies commencent à gêner les dirigeants de la démocratie Europe, alors ces derniers commencent à crier que «l'Europe ne peut pas fermer les yeux» devant une «invasion» de réfugiés et de «clandestins»! En raison de sa position géographique l'Italie (et surtout Lampedusa et la Sicile) est le pays où ceux-ci pensent accoster, s'ils survivent au voyage, espé-

rant pouvoir recommencer une vie moins misérable: mais l'«accueil» dans les Centres d'identification et d'expulsion tient plus du camp de concentration.

Aujourd'hui, devant la dernière hécatombe, le gouvernement italien (rejoint par le gouvernement français) a dévoilé sa stratégie: effectuer une **opération de police internationale** pour contrôler les plages et les ports de Libye. Etant donné l'effondrement de l'Etat libyen après la mort de Kadhafi, le conflit permanent entre les milices liées au gouvernement de Tobrouk et celles liées au gouvernement de Tripoli, ainsi que la montée en puissance de l'«Etat Islamique» (Daech), les autorités italiennes toujours plus inquiètes d'un déferlement de masses désespérées de migrants, ont estimé qu'il était préférable de les arrêter avant qu'ils ne s'embarquent, en allant en Libye faire la guerre aux «passeurs et aux trafiquants d'êtres humains». La «solution» préconisée depuis toujours par la droite: arrêter les migrants sur la côte sud de la Méditerranée, c'est-à-dire les côtes d'Afrique du Nord, par un contrôle policier étroit, a été reprise par les gouvernements de centre-droit et de centre-gauche et elle est maintenant jugée urgente. Sous le prétexte du «terrorisme» (comme hier vis-à-vis de Saddam Hussein, puis de Kadhafi et maintenant du Califat islamiste), le gouvernement italien, avec ses complices européens, se prépare à une intervention militaire.

Telle est la réponse bourgeoise à ces tragédies: une opération de police, camouflée en action humanitaire sous le drapeau de l'ONU et de son Haut Commissariat aux Réfugiés, comme au Liban en 2006, en mobi-

(Suite en page 4)

Des centaines de migrants périssent à nouveau en Méditerranée C'est le capitalisme qu'il faut noyer!

(Suite de la page 3)

lisant l'armée, la marine et l'aviation!

Les bourgeois capitalistes européens n'ont pas d'autre réponse à donner; après avoir été responsables de la chute de gigantesques masses humaines dans la misère et le désespoir, après avoir saccagé mers, terres et sous-sols, après avoir dressé les uns contre les autres tribus et peuples, après avoir attisé les conflits religieux (entre sunnites et chiïtes, entre musulmans et chrétiens), après avoir détruit des pays et laissé leurs anciennes colonies dans des situations de sous-développement et de ruine propices au règne de bandes armées et de trafiquants en tout genre, après avoir rendu impossible la vie de populations entières, les bourgeois européens qui ont terrorisé le monde entier avec leurs capitaux, leurs guerres commerciales et leurs conflits armés, font maintenant mine de s'émouvoir de la dernière

catastrophe; ils n'ont pas honte de s'écrier: «assez! Plus jamais de tragédies»... jusqu'à la suivante!

Ces morts en effet ne seront pas les derniers. Toutes les opérations de police internationale ne pourront faire disparaître la pression des conditions économiques devenues insupportables pour des millions d'être humains; cette pression n'a pas disparu après les «printemps arabes» et la «chute des dictateurs» en Tunisie et en Egypte ou après les guerres américaines en Irak et en Afghanistan et la guerre en Libye; comme elle n'a pas cessé dans les pays du Sahel, de la Corne de l'Afrique et du Yémen. Le capitalisme ne produit pas seulement du développement: il accumule en même temps des contradictions et des tensions économiques et sociales qui éclatent dans d'inévitables crises générales. Les moyens que les classes dominantes capitalistes ont à leur disposition pour y faire face et les surmonter ne

peuvent que préparer des crises toujours plus graves, jusqu'à ce que les bourgeoisies les plus puissantes adoptent la «solution» qu'elles ont adopté en 1914 et en 1939: la guerre généralisée, la guerre mondiale.

C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire les tragédies où des milliers de migrants se noient en Méditerranée. Contre ce présent et ce futur d'esclavage, de misère et de mort, il n'y a aucune solution bourgeoise qui tienne, il n'y a aucune prière qui soit capable d'arrêter la liste interminable des tragédies. Le coeur du problème est le mode de production capitaliste, la société fondée sur la propriété privée et l'appropriation privées des produits du travail humain, la société divisée en classes, en un mot la société **bourgeoise!**

Ce n'est que par une lutte contre la misère, contre l'oppression et l'exploitation, une lutte ne s'arrêtant pas au cadre social existant ni au respect des règles politiques et sociales édictées par les classes dominantes bourgeoises pour assurer la continuité de leur pouvoir; par une lutte qui se fonde sur l'antagonisme entre la classe des travailleurs salariés, représentant la grande majorité des êtres

humains, et la classe des propriétaires et des capitalistes, autrement dit la classe bourgeoise; ce n'est que par une lutte orientée non vers des réformes, des changements de gouvernement et de personnel politique, mais vers le grand objectif de révolutionner de fond en comble la société, donc par la lutte de classe menée jusqu'au bout, jusqu'à la conquête du pouvoir politique par la classe prolétarienne, le renversement de la dictature bourgeoise et l'instauration de la dictature du prolétariat; ce n'est que par cette lutte révolutionnaire, prévue par le marxisme dès le milieu du dix-neuvième siècle, au moment où le capitalisme se lançait à l'assaut du monde entier, que peut être trouvée la solution définitive à toutes les causes profondes de l'exploitation de l'homme par l'homme, de la misère, de l'oppression et des guerres.

C'est dans cette perspective que luttent les communistes révolutionnaires, en s'organisant dans le parti de classe qui aura la tâche demain de diriger la lutte de classe dans tous les pays vers la révolution, la dictature prolétarienne et l'avènement d'une société sans classes: le **communisme**.

22/4/2015

*A paraître:
une nouvelle brochure
«Le Proletaire»*

La Syrie dans la perspective marxiste

INTRODUCTION

Depuis l'éclatement il y a 4 ans des premières manifestations pacifiques contre le régime, manifestations qui, en dépit ou à cause d'une répression bestiale, se sont ensuite transformées en révolte armée, puis en véritable guerre civile, les combats en Syrie ont fait des centaines de milliers de victimes: l'ONU estimait cet été qu'ils avaient causé près de 200.000 morts, estimation reprise à la fin de l'année par l'«Observatoire Syrien des Droits de l'Homme»; cette organisation (qui serait plus ou moins liée aux Frères Musulmans), affirmait en outre qu'il y avait 300 000 personnes en détention, dont 20 000 devant être considérées comme «disparues».

Mais les morts, les blessés et les emprisonnés ne sont pas les seules victimes de ce conflit meurtrier; début février 2015, l'organisation onusienne s'occupant des réfugiés dans le monde (le HCR, Haut Commissariat aux Réfugiés), calculait que le nombre de Syriens ayant fui leur pays était de 3,8 millions de personnes, chiffre auquel il faut ajouter ceux qui en Syrie même, chassés par les combats ou la perte de leur emploi, ont été contraints de quitter leur logement, leur ville ou leur région, soit 6 à 7 millions de personnes: plus de 10 millions de Syriens seraient ainsi des réfugiés, sur une population de moins de 23 millions habitants!

Le nombre de réfugiés syriens se monte à 1.900.000 en Turquie, 1.200.000 au Liban (soit près du tiers de la population libanaise!), plus de 600 000 en Jordanie, 235 000 en Irak (pays qui compterait déjà lui-même près de 3 millions de «personnes déplacées» à la suite des affrontements des dernières années, et surtout après les victoires récentes de l'«Etat Islamique»), 135 000 en Egypte. De plus, des populations étrangères, parfois elles-mêmes réfugiées des divers conflits de la région, qui vivaient en Syrie, ont dû quitter le pays: 315 000 Palestiniens et 55 000 Libanais auraient ainsi fui au Liban...

A l'exception d'une poignée de bourgeois (qui trouvent même parfois le moyen de s'enrichir encore sur le dos de ces malheureux), ces réfugiés survivent le plus souvent dans des conditions très précaires, dans des logements de fortune, soumis aux intempéries, parfois sans eau et électricité,

souvent en butte à l'hostilité d'une partie de la population locale; en outre les Etats concernés essayent de les décourager de s'installer par différentes mesures (pas le droit de travailler, etc.), voire par la répression, comme au Liban.

Les grands Etats impérialistes qui ont une responsabilité écrasante dans la situation actuelle en Syrie, ne donnent au mieux qu'une petite aumône pour alléger les souffrances de cette gigantesque masse de réfugiés. L'impérialisme français dont nous rappelons dans cette brochure le caractère sanglant de la domination en Syrie et les conséquences historiques empoisonnées de celle-ci, détient sans conteste à cet égard le record d'hypocrisie.

Alors que François Hollande appelait en août 2013 à une «aide» d'urgence au «peuple syrien» martyrisé – sous la forme de bombardements !–, les organisations humanitaires internationales épinglent son gouvernement pour son refus d'accueillir en nombre qui ne soit pas ridicule de réfugiés: en effet en juin 2013 le HCR demandait aux Etats européens qui avait adhéré à un programme de réinstallation de réfugiés, d'accueillir 30.000 personnes se trouvant dans une situation particulièrement précaire. Au bout de quelque temps, le gouvernement français répondit en acceptant royalement d'accueillir... 500 personnes (ce qui ne sera d'ailleurs fait qu'à la fin de 2014)! L'organisation Amnesty International se disait scandalisée par ce chiffre «indécent»; et elle révélait qu'en plus les autorités françaises imposaient aux ressortissants syriens empruntant les aéroports français et à eux seuls, de disposer des «visas de transit aéroportuaires», parce qu'ils étaient considérés comme des immigrants clandestins potentiels!

Mais il faut vraiment avoir une foi aveugle dans leurs grands discours sur la démocratie pour être scandalisé par l'attitude des dirigeants bourgeois en général, et des politiciens sociaux-démocrates en particulier! Ce n'est jamais le sort des populations, et encore moins des prolétaires, qui motive ni les impérialistes, ni les bourgeois locaux, et leurs politiciens respectifs. La seule chose qui les pousse, c'est la défense de leurs intérêts économiques et géopolitiques. L'ordre bourgeois, au Moyen-Orient comme ailleurs, est fondé sur l'exploitation et l'oppression des prolétaires et des masses déshéritées; et cette exploitation et cette oppression capitalistes sont d'autant plus bestiales et sanguinaires que les pays sont plus pauvres et les Etats plus soumis aux pressions d'impérialismes plus puissants.

La Syrie, Etat politiquement et socialement fragile depuis sa naissance et situé au carrefour géographique d'influences contradictoires, a toujours attiré la convoitise des Etats voisins plus forts, ainsi que des grands impérialismes voulant prendre pied au Moyen-Orient. Le pouvoir dictatorial des Al Assad, qui s'appuyait sur l'impérialisme russe, a pu pendant des décennies assurer au capitalisme syrien une stabilité relative, au prix de guerres à l'extérieur et de sanglantes

répressions à l'intérieur; mais cette période s'est définitivement achevée avec l'ébranlement du dit «printemps arabe», suscité par la crise capitaliste internationale.

Cette secousse ne pouvait pas, à elle seule, permettre au prolétariat de ces pays de trouver la voie de la lutte et de l'organisation révolutionnaire de classe contre le capitalisme; elle a cependant porté un coup fatal aux vieilles formes claniques, voire familiales, de la domination bourgeoise. En Syrie elle a asséné un coup mortel à la domination du régime sur tout le territoire, faisant éclater au grand jour toutes les divisions, régionales, religieuses ou ethniques que le développement capitaliste n'avaient pu surmonter et qui étaient seulement refoulées sous le brutal autoritarisme de Damas.

Ecrasé par des décennies de pseudo-«socialisme» baathiste, le prolétariat, à la différence de l'Egypte ou de la Tunisie, était dépourvu en Syrie de toute tradition de luttes, sans parler de tradition d'organisation politique de classe, le mouvement stalinien ayant parfaitement rempli son office contre-révolutionnaire de subordination des intérêts ouvriers à ceux du capitalisme national.

Il n'a donc pu peser dans les événements; il n'a pu opposer aucune résistance aux manipulations grandissantes des grandes et moins grandes puissances, à l'apparition de divisions locales, régionales et religieuses et à la montée des courants islamistes réactionnaires, parmi la rébellion – et

encore moins orienter la révolte dans un sens anti-bourgeois, ce qui aurait nécessité l'existence et l'implantation de parti révolutionnaire communiste.

La tragédie subie par les prolétaires et les masses opprimées de Syrie et d'Irak est causée par la désintégration en cours de l'ordre impérialiste régional issu de la dernière guerre mondiale. Causée par l'exacerbation, sous le fouet de la crise économique, de toutes les tensions, de toutes les contradictions, économiques, sociales et politiques à l'oeuvre entre et dans les Etats de la région, cette désintégration fait éclater au grand jour les horreurs du sanglant système capitaliste. Elle démontre que le renversement de ce système et l'établissement d'une société sans classes ni Etats, le communisme, est la seule solution pour en finir avec toutes ses horreurs; mais elle souligne aussi tragiquement l'absence de la seule force capable de réaliser cet objectif grandiose, le **prolétariat organisé en classe donc en parti** (*Le Manifeste*).

Travailler, dans la mesure des possibilités réelles, à combler cette absence, c'est-à-dire travailler à la renaissance du parti de classe international et à la reconstitution dans tous les pays des organisations classistes du prolétariat, est la tâche que les faits imposent objectivement aux prolétaires révolutionnaires non de la seule Syrie, mais du monde entier.

Février 2015

Grèce

Contre les illusions réformistes, Pour la lutte indépendante de classe !

(Suite de la page 1)

fortes dépenses:: Chine, Russie, Arabie Saoudite, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Inde et Corée du Sud! (3).

Sur la décennie 2002 - 2011 la Grèce a été le premier pays importateur d'armements de l'Europe (le 5e au niveau mondial), ses principaux fournisseurs étant les Etats-Unis, l'Allemagne et la France. Lors des premiers plans de «sauvetage» du pays, l'Allemagne et la France insistèrent pour que la Grèce ne remette pas en cause ses achats, la France essayant en outre de conclure des ventes de navires militaires pour un montant de 6 milliards d'euros (4)...

Le financement des dépenses militaires et de l'armée en général (dont les bourgeois justifient le poids particulièrement important par la nécessité de faire face à l'«ennemi héréditaire» turc) retombe inévitablement sur les prolétaires et les masses travailleuses du pays (pratiquement les seuls à payer l'impôt!). Mais de plus les militaires grecs jouent dans la vie politique un rôle anti-prolétarien particulier, comme l'a démontré

l'instauration de la dictature des colonels (1967 - 1974): les bourgeois locaux et internationaux (à commencer par les Américains avec qui l'Armée grecque entretient toujours des liens étroits) redoutaient alors que la crise politique et sociale, qui n'est pas sans rappeler la situation actuelle, ne débouche sur une «situation pré-révolutionnaire». En novembre 2011 le premier ministre (PASOK), confronté aux difficultés économiques et sociales aiguës, parla d'un risque d'un coup d'Etat militaire. Si l'évocation du spectre de 1967 était à l'évidence un argument utilisé pour les négociations avec les dirigeants européens, elle sonne aussi comme un avertissement sinistre à destination des prolétaires: la bourgeoisie n'hésite jamais à recourir à la violence, ni à remplacer la fiction démocratique par sa dictature ouverte, lorsqu'elle estime que ses intérêts l'exigent.

**LES RAVAGES
DE LA CRISE EN GRÈCE**

Peuplé de près de 11 millions d'habi-

Grèce ...

tants, la Grèce est un pays dont la puissance capitaliste est faible en comparaison avec les grands pays d'Europe. Traditionnellement agricole, elle commença vraiment à s'industrialiser dans les années soixante, essentiellement grâce aux investissements étrangers. Aujourd'hui encore, l'industrie y est relativement peu développée, le tourisme étant le secteur économique le plus dynamique, tandis que l'agriculture reste une ressource significative (elle est le deuxième secteur d'emploi après le commerce), en dépit de son morcellement en une myriade de petites exploitations à la rentabilité précaire. Un secteur florissant est celui du transport maritime qui emploie entre 150.000 et 200.000 personnes et représente plus de 6% du PIB; la flotte marchande grecque est la première du monde; mais depuis les années cinquante la Constitution du pays a exonéré les compagnies maritimes de tout impôt sur les bénéfices et les trois quarts des navires sont sous pavillon de complaisance (c'est-à-dire échappent à toute réglementation et toute taxation). Lorsqu'en 2013 le gouvernement voulut imposer une taxe aux entreprises du secteur, les armateurs menacèrent de quitter le pays: la taxe fut abrogée et remplacée par une «contribution volontaire»...

Pendant plusieurs années la Grèce a connu une croissance économique rapide (4% en moyenne de 2000 à 2007, nettement plus que les autres pays européens) qui faisait parler du «miracle grec»; l'économie était dopée par les investissements étrangers (notamment européens) et le recours au crédit (la dette souveraine était équivalente à 103% du PIB en 2007). Une immigration importante était nécessaire pour occuper les emplois les moins qualifiés, notamment dans l'agriculture.

Mais le pays a subi de plein fouet le choc de la crise économique mondiale, qui a démontré la fragilité du «modèle» grec. Chroniquement déficitaire dans ses échanges extérieurs, il s'est révélé incapable de faire face à la forte hausse de son endettement à partir de fin 2008, alors que l'économie plongeait dans la crise et que le déficit du budget atteignait les 15% (deux à trois fois plus que les autres pays de l'Union Européenne). Pour éviter la banqueroute, la Grèce n'a eu d'autre solution que de demander en 2010 l'aide de ses partenaires européens. Mais chez les bourgeois l'«aide» se paye au prix fort, et elle a principalement comme objectif d'aider les intérêts de ceux qui «aident». C'est ainsi que l'argent prêté à la Grèce à des taux plus bas que le marché (mais tout de même suffisamment élevés pour permettre aux prêteurs de faire des profits appréciables) a prioritairement servi à protéger les intérêts des banques européennes, surtout allemandes et françaises, qui étaient engagées dans le pays: seuls 11% de l'argent frais prêté à la Grèce a servi aux besoins de fonctionnement de l'Etat (5).

En même temps la «troïka» (Banque Centrale Européenne, Commission Européenne et FMI) a imposé des mesures d'austérité et des «réformes» pour redresser les comptes du pays: privatisations, réductions des dépenses étatiques (dans un pays où la dépense étatique joue un rôle central dans l'économie), réformes législatives, «libéralisation» du droit du travail, licenciements dans la Fonction Publique, baisse des salaires, des pensions, augmentation de l'âge de la retraite, etc.

Les résultats sont là, catastrophiques pour l'économie et encore plus pour les prolétaires et les masses grecques, alors que les investisseurs financiers étrangers ont tiré leur épingle du jeu (les banques allemandes et françaises ont pu se désengager sans enregistrer de pertes notables):

Le PIB a baissé de plus de 27% entre 2008 et 2014; dans la même période plus de 30% des entreprises ont fermé, la part de l'industrie dans l'économie a diminué, le chômage a augmenté de 190,5% (1 million d'emplois en moins) passant de 9 à 26,5%, alors qu'à peine 10% des chômeurs touchent des allocations-chômage; le salaire moyen a baissé de 38%, les pensions de retraites de 45%, le revenu moyen des ménages

de 30% – l'augmentation des inégalités se traduit dans le fait qu'en 2012, le 25% des ménages les plus pauvres avait connu une baisse de 86% de leur revenu, alors que le 25% des plus riches n'avait subi une baisse que de 20 à 17%; depuis ces inégalités n'ont cessé de s'accroître, ne serait-ce que parce que les impôts sur les plus pauvres ont augmenté de 377% contre 9% chez les plus riches (6). Plus du quart de la population n'a pas de couverture santé et 47% des Grecs n'ont pas accès à des soins adéquats en raison de l'effondrement du système de santé sous les coups de l'austérité, etc. (7).

Cette **thérapie de choc**, semblable à celle que le FMI infligeait autrefois aux pays du Tiers-Monde en faillite et qui débouchait souvent sur des «émeutes de la faim», n'a pas réussi à remettre en route l'économie du pays ni à vraiment «assainir» les comptes publics. Le plongeon économique a entraîné mécaniquement une chute des rentrées fiscales et une augmentation des charges sociales et donc des difficultés accrues pour payer une dette qui n'a cessé de s'accroître à un rythme rapide jusqu'à atteindre 177% du PIB en 2014; si sa «maturité», c'est-à-dire le délai pour son remboursement, a augmenté, le gouvernement grec se trouve devant des échéances cruciales de remboursement dans les semaines et les mois qui viennent, alors que les caisses de l'Etat sont vides. Les économistes saluent le fait que le commerce extérieur a pour la première fois enregistré un (faible) excédent, mais c'est parce qu'en raison des ravages de la crise interne, les importations ont beaucoup plus reculé ces dernières années que les exportations; quant à ces dernières le seul poste en augmentation réelle était en 2013... la vente de carburant aux bateaux de croisière qui amènent des touristes (8)!

LA POLITIQUE DE SYRIZA

En dépit de son appellation de «Coalition de la Gauche Radicale» et de sa formation particulière (regroupement y compris d'éléments faisant référence au marxisme, au trotskysme ou au «marxisme-léninisme», à côté d'autres issus de formations collaborationnistes diverses), Syriza est un parti réformiste classique; son programme n'a rien d'«anticapitaliste» et s'il prétend démagogiquement avoir comme but final «le socialisme», il précise aussitôt, pour rassurer les couches petites-bourgeoises, «dans la démocratie et la liberté». Se définissant comme un programme de lutte contre l'austérité et pour la satisfaction des besoins des masses, il comprend une série de revendications comme le gel de la baisse des salaires (et non plus leur augmentation!) et l'augmentation du salaire minimum, la fourniture d'électricité gratuite et des subventions alimentaires aux plus pauvres, l'augmentation du remboursement des soins médicaux, etc., grâce à la taxation des plus riches, l'arrêt des privatisations (qui ont été réalisées à des conditions très avantageuses pour les investisseurs, nationaux ou étrangers); il promettait aussi la création de 300.000 emplois grâce à des mesures de type keynésiennes typiques de tous les programmes réformistes.

Tout en affirmant vouloir respecter à la lettre les engagements de la Grèce auprès des bailleurs de fonds, le nouveau gouvernement espérait trouver des appuis auprès des pays du sud pour obtenir un moratoire sur sa dette et pour que l'Europe abandonne ses politiques d'austérité et se lance dans des initiatives de relance économique.

Mais ni le gouvernement français, ni l'italien et encore moins l'espagnol ou le portugais n'ont voulu appuyer le gouvernement grec! Tous, à des degrés sans doute divers en raison de la diversité de la profondeur de la crise économique qui a frappé leur pays, imposent à leurs prolétaires des mesures d'austérité, des réductions des dépenses sociales: ils ne vont pas soutenir une politique différente pour la Grèce! Les attaques anti-prolétaires sont la règle dans toute l'Europe, même si les pays les plus riches, comme l'Allemagne, peuvent se payer le luxe d'amortir ces attaques pour maintenir la paix sociale. La Grèce est un petit pays, au poids économique limité au sein de l'Europe, mais dans la mesure où les problèmes

auxquels elle fait face ne sont que le cas extrême des difficultés des économies capitalistes de l'Union Européenne et en raison de la «globalisation» toujours croissante du capitalisme, le cas grec revêt une importance internationale: une sortie de la Grèce de l'euro aurait ainsi des conséquences sur toute l'économie mondiale (9)

Les institutions européennes, appuyées par tous les Etats, y compris non européens comme les Etats-Unis qui avaient approuvé dans un premier temps l'opposition de Syriza aux politiques d'austérité (les Américains cherchant toujours lors des crises économiques, que les Européens jouent le rôle de moteur de l'économie mondiale)(10), exigent donc du gouvernement grec qu'il continue dans la voie de l'austérité, des privatisations et des «réformes» essentiellement anti-prolétaires (libéralisation accrue du marché du travail, baisse des salaires, réforme des retraites, etc.), à l'exact opposé de ses promesses électorales. Différentes mesures coercitives ont été même décidées par la Banque Centrale Européenne pour l'y contraindre. De son côté la Commission Européenne a par exemple envoyé une note pour avertir que le vote d'une loi «humanitaire» prévoyant de fournir gratuitement de l'électricité et des bons alimentaires aux nécessiteux pourrait être considéré comme une violation des engagements de la Grèce, tandis que le président de l'eurogroupe (la réunion des ministres des finances) déclarait que «toute pression [sur le gouvernement – NdLR] accélérant le processus de réformes en Grèce sera le bienvenu» (11)! Les bailleurs de fond demandent que soient pris des engagements précis et concrets par les autorités grecques pour la poursuite de la politique précédente, avant de déboursier les sommes indispensables au fonctionnement de l'économie (12): les ressources de l'Etat sont insuffisantes pour payer à la fois ses créanciers et ses salariés...

Le gouvernement Syriza-ANEL n'a pas d'alternative: il lui faudra se soumettre aux pressions des Etats bourgeois plus puissants s'il ne veut pas être éjecté de la zone euro, ou remplacé par un gouvernement plus compréhensif (13). Et il a déjà commencé à aller dans cette voie, en renvoyant... aux calendes grecques l'augmentation du salaire minimal ou en revenant sur sa décision de bloquer la vente du port du Pirée à des investisseurs chinois. .

LA LUTTE INDÉPENDANTE DE CLASSE, SEULE SOLUTION POUR LES PROLÉTAIRES GRECS

Depuis le début de la crise les travailleurs grecs ne sont pas restés passifs face à la dégradation continue de leurs conditions de vie et de travail. De nombreuses grèves et manifestations ont eu lieu; mais ces luttes, orientées le plus souvent dans une voie interclassiste, nationaliste et respectueuse de la légalité par les syndicats, y compris les syndicats «radicaux» liés au KKE, n'ont pu faire obstacle à la dévastatrice attaque bourgeoise. Les élections ont été présentées aux prolétaires comme offrant une voie alternative et sans risque à la lutte: voter pour porter Syriza au pouvoir. Syriza demande aux prolétaires et aux masses grecques, non de s'engager dans une lutte réelle, mais de lui faire confiance pour défendre leurs intérêts (qui seraient identiques à ceux de l'économie nationale) contre les diktats de l'étranger. A l'instar de tous les réformistes, elle rend ainsi un fier service au capitalisme en détournant les prolétaires de la seule voie efficace pour se défendre.

Tout en parlant de faire payer les oligarques, son gouvernement s'est bien gardé de prendre la moindre mesure réelle contre les capitalistes (que l'on songe seulement aux richissimes armateurs!) et le capitalisme grecs. Mais comme tous les partis réformistes au pouvoir dans une période de grave crise, Syriza se trouve placé dans l'inconfortable situation d'avoir à choisir entre s'attaquer ouvertement aux intérêts des prolétaires et des masses travailleuses, ou à ceux du capitalisme; et comme tous les partis réformistes, qui sont indissolublement liés à la défense du mode de production capitaliste, elle ne pourra que s'attaquer aux travailleurs, en profitant de la confiance que ces derniers lui portent. C'est le rôle que lui assigne la

bourgeoisie, grecque et internationale, qui ne tolérera son gouvernement qu'aussi longtemps qu'il le remplira.

Aujourd'hui, il semble que Syriza jouisse d'une popularité record, alimentée aussi par la rhétorique nationaliste, parmi la population y compris prolétarienne. Mais les illusions envers Syriza sont vouées à s'évaporer rapidement; alors les mielleux discours réformistes laisseront la place à la brutalité des forces de l'ordre capitaliste si les prolétaires tentent de résister: ce n'est pas par hasard si la promesse électorale de Syriza de dissoudre les unités anti-émeutes de la police a été abandonnée! L'histoire de la Grèce, sans parler de celle des autres pays, enseigne aux prolétaires que la bourgeoisie – appuyée et conseillée par ses parrains internationaux – n'hésite jamais à balayer un gouvernement démocratique et à instaurer une dictature militaire pour maintenir son ordre. La foi aveugle dans le réformisme mène toujours aux défaites et aux catastrophes. Les prolétaires ne doivent donc accorder aucune confiance à Syriza et à son gouvernement; ils ne doivent pas croire qu'il soit possible de faire pression sur eux pour qu'ils adoptent une politique, ne disons pas anticapitaliste (toute la machinerie de l'Etat bourgeois est là pour l'empêcher), mais en faveur des travailleurs: même si c'est en ronchonnant, le valet obéit toujours à son maître, et c'est encore plus vrai pour le valet réformiste par rapport au maître capitaliste. Mais ils ne doivent pas davantage faire confiance aux critiques «de gauche» de Syriza comme le KKE; diffusant le nationalisme et pratiquant la collaboration avec des forces bourgeoises, ces derniers ont déjà donné de multiples preuves de leur politique anti-prolétarienne (14).

Les prolétaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, sur leurs propres luttes pourvu qu'elles soient orientées et organisées sur des positions authentiquement de classe, pour la défense exclusive de leurs intérêts de classe. Il n'y a pas d'autre solution pour résister à l'attaque capitaliste que la lutte ouverte contre le capitalisme: la répudiation de la dette ou la sortie de l'Union Européenne que le KKE ou certaines forces dites d'«extrême gauche» présentent comme une issue à la crise, ne sont que impasses: ne sortant pas du cadre bourgeois, elles auraient même toutes chances de déboucher sur une aggravation supplémentaire de la situation prolétarienne. La rupture avec les forces et les orientations réformistes, collaborationnistes, l'adoption des méthodes et des moyens de lutte classiste et l'organisation de classe sont une nécessité pour la défense prolétarienne, avant de pouvoir passer à l'offensive.

Mais cette organisation de classe pour les luttes de défense immédiate et pour la lutte plus générale contre le capitalisme implique de mener une lutte politique et pratique contre le collaborationnisme politique et syndical, contre tous les faux amis du prolétariat, contre tous les obstacles dressés par la bourgeoisie. C'est dire qu'elle nécessite l'existence de l'organisation **politique** de classe, autrement dit du parti de classe, authentiquement communiste, internationaliste et international, pour éviter au prolétariat tous les écueils, grâce à son programme marxiste qui est la synthèse des leçons des luttes passées, pour centraliser et diriger son combat contre le capitalisme.

Ouvrer, en liaison avec les prolétaires de tous les pays, pour la constitution de ce parti, telle est la tâche qui s'impose et s'imposera objectivement avec toujours plus d'urgence aux prolétaires et militants d'avant-garde en Grèce.

(1) *Lutte Ouvrière* n°2426, 28/1/2105. Les illusions électorales font autant de ravage chez les trotskystes que le vocabulaire interclassiste...

(2) Selon les données du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), SIPRI Milex Data 1988-2104.

(3) http://vadeker.net/humanite/geopolitique/world_military_spending/world_military_spending_2002-2012.html

Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste (extraits)

Nous publions ci-dessous la deuxième partie des Thèses de la **Fraction Communiste Abstentionniste** du Parti Socialiste Italien (1), adoptées lors de la Conférence nationale de la Fraction (Florence, 8-9/5/1920). Cette Fraction, dont le principal dirigeant était Amadeo Bordiga, avait été constituée pour la formation d'un véritable parti communiste en Italie: le PSI, bien qu'il soit officiellement la section italienne de l'Internationale Communiste, était en réalité un parti de type social-démocrate classique. N'ayant rien de spécifiquement italien, tout en étant destinée à fixer les fondements programmatiques marxistes du futur Parti Communiste d'Italie, ces thèses ont été la seule contribution internationale coïncidant avec les principes communistes qui allaient quelques mois plus tard être définis pour le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste (juillet-août 1920). Comme l'affirma Bordiga dans un discours à ce même Congrès: «à l'égard du programme, il n'existe pas de discipline. Ou on l'accepte ou on ne l'accepte pas; et dans ce dernier cas on quitte le parti. Le programme est une chose qui nous est commune à tous, ce n'est pas quelque chose qui est proposée par la majorité des camarades du parti». Le programme définit le parti, «réviser» le programme, c'est donc s'attaquer au parti lui-même! Près d'un siècle plus tard, après les vagues de révisionnisme qui ont détruit les partis et l'Internationale Communiste, la revendication de la défense du programme communiste est plus indispensable que jamais pour la reconstitution du parti de classe international.

1. La critique communiste qui s'élabore sans trêve sur la base de ses méthodes fondamentales et la propagande des conclusions auxquelles elle aboutit, ont pour but d'extirper les influences qu'exercent sur les prolétaires les systèmes idéologiques propres aux autres classes et aux autres partis.

2. En premier lieu, le communisme déblaie le terrain des conceptions idéalistes, selon lesquelles les faits du monde de la pensée sont la base – et non le résultat – des rapports réels de la vie de l'humanité et de leur développement. Toutes les formulations religieuses et philosophiques de ce genre sont à considérer comme le bagage idéologique de classes dont la domination, qui précéda l'époque bourgeoise, reposait sur une organisation ecclésiastique, aristocratique ou dynastique, qui ne se justifiait que par une prétendue investiture supra-humaine. Un symptôme de décadence de la bourgeoisie moderne est la réapparition en son sein, sous des formes renouvelées, de ces vieilles idéologies qu'elle avait pourtant elle-même détruites.

Un communisme qui se fonderait sur des bases idéalistes serait une absurdité inacceptable.

3. De façon plus caractéristique encore, le communisme représente la démolition critique des conceptions du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. L'affirmation juridique de la liberté de pensée et de l'égalité politique des citoyens, la conception selon laquelle les institutions fondées sur le droit de la majorité et sur le mécanisme de la représentation électorale universelle sont une base suffisante pour un progrès continu et graduel de la société humaine, sont les idéologies qui correspondent au régime de l'économie privée et de la libre concurrence, et aux intérêts de classe des capitalistes.

4. C'est une des illusions de la démocratie bourgeoise que de croire que l'on peut parvenir à une amélioration des conditions de vie des masses au travers d'un développement de l'éducation et de l'instruction par les classes dirigeantes et leurs institutions. L'élévation du niveau intellectuel des grandes masses a, tout au contraire, comme condition un meilleur niveau de vie matérielle, incompatible avec le régime capitaliste; d'autre part, à travers ses écoles, la bourgeoisie tente de répandre justement les idéologies qui tendent à empêcher les masses de voir dans les institutions actuelles l'obstacle à leur émancipation.

5. Une autre des affirmations fondamentales de la démocratie bourgeoise est le principe de nationalité. La formation des États sur une base nationale correspond aux nécessités de classe de la bourgeoisie au moment où elle établit son propre pouvoir, car elle peut ainsi se prévaloir des idéologies nationales et patriotiques, correspondant à certains intérêts communs, dans la période initiale du capitalisme, aux hommes de même

race, de même langue et de mêmes coutumes, pour retarder et atténuer l'antagonisme entre l'État capitaliste et les masses prolétaires. Les irrédentismes nationaux naissent donc d'intérêts essentiellement bourgeois.

La bourgeoisie elle-même n'hésite pas à fouler aux pieds le principe de nationalité dès que le développement du capitalisme lui impose la conquête, souvent violente, de marchés extérieurs, entraînant ainsi des conflits entre les grands États qui se les disputent. Le communisme dépasse le principe de nationalité, en ce qu'il met en évidence l'analogie de situation dans laquelle se trouvent les travailleurs sans-réserves face aux employeurs, quelle que soit la nationalité des uns et des autres; il pose l'union internationale comme type de l'organisation politique que le prolétariat formera quand il accèdera à son tour au pouvoir.

À la lumière donc de la critique communiste, la récente guerre mondiale a été engendrée par l'impérialisme capitaliste. Ceci met en pièces les diverses interprétations tendant à la présenter, du point de vue de l'un ou de l'autre État bourgeois, comme une revendication du droit national de certains peuples, ou comme un conflit d'États démocratiquement plus avancés contre des États organisés en des formes prébourgeoises, ou enfin comme une prétendue nécessité de se défendre contre l'agression ennemie.

6. Le communisme s'oppose également aux conceptions du pacifisme bourgeois et aux illusions wilsoniennes (1) sur la possibilité d'une association mondiale des États, fondée sur le désarmement et l'arbitrage et ayant pour condition l'utopie d'une subdivision des unités étatiques selon les nationalités. Pour les communistes, les guerres ne seront rendues impossibles et les questions nationales résolues que lorsque le régime capitaliste aura été remplacé par la République Internationale Communiste.

7. Sous un troisième aspect, le communisme se présente comme le dépassement des systèmes de socialisme utopique qui proposaient d'éliminer les défauts de l'organisation sociale au moyen de plans achevés de nouvelles constitutions de la société, dont la possibilité de réalisation n'était en aucune façon mise en rapport avec le développement réel de l'histoire et était confiée aux initiatives de potentats ou à l'apostolat de philanthropes.

8. L'élaboration par le prolétariat d'une interprétation théorique propre de la société et de l'histoire, capable de diriger son action contre les rapports sociaux du monde capitaliste, donne continuellement lieu à un foisonnement d'écoles ou de courants plus ou moins influencés par l'immaturation même des conditions de la lutte et par les préjugés bourgeois les plus divers. De tout cela découlent des erreurs et des échecs de l'action prolétarienne; mais c'est avec ce matériel d'expérience que le mouvement communis-

te parvient à préciser de plus en plus clairement les traits de sa doctrine et de sa tactique, en se différenciant nettement de tous les autres courants qui s'agitent au sein même du prolétariat et en les combattant ouvertement.

9. La constitution de coopératives de production, où le capital appartient aux ouvriers qui y travaillent, ne peut constituer une voie vers la suppression du système capitaliste, car l'acquisition des matières premières et la distribution des produits s'y effectuent selon les lois de l'économie privée, et le crédit, et donc le contrôle du capital privé, finissent par s'exercer sur le capital collectif de la coopérative elle-même.

10. Les organisations économiques professionnelles ne peuvent être considérées par les communistes, ni comme des organes suffisants à la lutte pour la révolution prolétarienne ni comme des organes fondamentaux de l'économie communiste.

L'organisation en syndicats professionnels sert à neutraliser la concurrence entre les ouvriers de même métier et elle empêche que les salaires ne tombent au niveau le plus bas; mais, pas plus qu'elle ne peut parvenir à éliminer le profit capitaliste, elle ne peut réaliser l'union des travailleurs de toutes les professions contre le privilège du pouvoir bourgeois. D'autre part, le simple transfert de la propriété des entreprises du patron privé au syndicat ouvrier ne saurait réaliser les postulats économiques du communisme, selon lequel la propriété doit être transférée à toute la collectivité prolétarienne, car c'est là le seul moyen d'éliminer les caractères de l'économie privée dans l'appropriation et la répartition des produits.

Les communistes considèrent le syndicat comme le lieu d'une première expérience prolétarienne, qui permet aux travailleurs d'aller plus loin, vers l'idée et la pratique de la lutte politique, dont l'organe est le parti de classe.

11. De façon générale, c'est une erreur de croire que la révolution est une question de forme d'organisation des prolétaires selon les regroupements qu'ils forment en raison de leur position et leurs intérêts dans le cadre du système capitaliste de production. Ce n'est donc pas une modification de la structure des organisations économiques qui peut donner au prolétariat le moyen efficace de son émancipation.

Les syndicats d'entreprise et les conseils d'usine surgissent comme organes de défense des intérêts des prolétaires des différentes entreprises, lorsque commence à apparaître la possibilité de limiter l'arbitraire capitaliste dans la gestion de celles-ci. Mais l'obtention par ces organisations d'un droit de contrôle plus ou moins large sur la production n'est pas incompatible avec le système capitaliste; il pourrait même être pour celui-ci un dernier recours pour sa

conservation.

Même le transfert de la gestion des entreprises aux conseils d'usine ne constituerait pas (comme nous l'avons dit à propos des syndicats) l'avènement du système communiste. Selon la conception communiste véritable, le contrôle ouvrier sur la production ne se réalisera qu'après le renversement du pouvoir bourgeois et il sera le contrôle de tout le prolétariat unifié dans l'État des conseils sur la marche de chaque entreprise; la gestion communiste de la production sera la direction de toutes les branches et de toutes les unités productives par des organes collectifs rationnels qui représenteront les intérêts de tous les travailleurs associés dans l'œuvre de construction du communisme.

12. Les rapports capitalistes de production ne peuvent pas être modifiés par l'intervention des organes du pouvoir bourgeois.

C'est pourquoi le transfert des entreprises privées à l'État ou aux administrations locales ne correspond pas le moins du monde à la conception communiste. Un tel transfert s'accompagne toujours du paiement de la valeur capital des entreprises aux anciens possesseurs qui conservent ainsi intégralement leur droit d'exploitation; les entreprises elles-mêmes continuent de fonctionner comme entreprises privées dans le cadre de l'économie capitaliste elles deviennent souvent des moyens opportuns pour l'œuvre de conservation et de défense de classe développée par l'État bourgeois.

13. L'idée que l'exploitation capitaliste du prolétariat puisse être graduellement atténuée, puis éliminée par l'œuvre législative et réformatrice des institutions politiques actuelles, qu'elle soit sollicitée de l'intérieur par les représentants du parti prolétarien dans ces institutions ou même par l'agitation des masses, ne conduit qu'à se rendre complice de la défense des privilèges de la bourgeoisie, qui feint parfois d'en céder une part minime, pour tenter d'apaiser la colère des masses et dévier leurs efforts révolutionnaires dirigés contre les bases du régime capitaliste.

14. La conquête par le prolétariat du pouvoir politique, même considéré comme but fondamental de cette action, ne peut être réalisée à travers la conquête de la majorité au sein des organismes électifs bourgeois.

Grâce aux organes exécutifs de l'État, qui sont ses agents directs, la bourgeoisie assure très facilement la majorité dans les organes électifs à ses mandataires ou aux éléments qui, pour y accéder individuellement ou collectivement, sont tombés dans son jeu et sous son influence. En outre, la participation à de telles institutions comporte l'engagement de respecter les bases juridiques et politiques de la constitution bourgeoise. La valeur purement formelle de cet engagement est toutefois suffisante pour

Grèce ...

(Suite de la page 5)

(4) cf *Le Point*, 27/1/2015

(5) <http://www.macropolis.gr/?i=portal.en.the-agma.2080>

(6) Institut für Makroökonomie und Konjunkturforschung Studies n°38, March 2015

(7) <https://www.opendemocracy.net/ournhs/louise-irvine/what-%27austerity%27-has-done-to-greek-healthcare>

(8) http://www.ekathimerini.com/4dcgi/_w_articles_wsate2_1_25/10/2013_524920

(9) Voir par exemple la déclaration du gouverneur de la Banque de France: «l'ensemble de l'économie mondiale serait affectée» [par une sortie de la Grèce de l'euro], *Le Figaro*, 19/4/15.

(10) Les autorités grecques ont également déclaré qu'elles étaient soumises à une «très forte pression américaine» pour qu'elles ne participent pas au gazoduc dont la construction dans la région est envisagée par le géant russe Gazprom. cf [http://www.leblogfinance.com/2015/04/la-grece-fait-etat-de-fortes-pressions-us-pour-la-dissuader-dadherer-au-projet-du-gazoduc-](http://www.leblogfinance.com/2015/04/la-grece-fait-etat-de-fortes-pressions-us-pour-la-dissuader-dadherer-au-projet-du-gazoduc-russie-turquie.html)

[russie-turquie.html](http://www.leblogfinance.com/2015/04/la-grece-fait-etat-de-fortes-pressions-us-pour-la-dissuader-dadherer-au-projet-du-gazoduc-russie-turquie.html)

(11) <http://in.reuters.com/article/2015/03/09/eurozone-greece-steps-idINL5N0WB3SX20150309>

(12) «les bailleurs de fonds de la Grèce continuent notamment d'exiger une réforme des retraites et une libéralisation plus poussée du marché du travail», *lemonde.fr*, 31/03/2015

(13) Le quotidien de la finance londonienne a ainsi écrit: «La frustration des autorités de la zone euro avec la Grèce est si intense qu'un changement dans le gouvernement actuel (...) est devenu un sujet de discussion courant en marge des discussions [sur la dette]. Beaucoup d'officiels, y compris certains des ministres des finances de la zone, ont suggéré que seule la décision d'Alexis Tsipras d'éliminer l'extrême gauche de son gouvernement (...) pourrait rendre un accord possible. (...) Une personnalité officielle de premier plan a ajouté: 'ce gouvernement ne peut pas survivre', *Financial Times*, 5/4/2015. On sait que le ministre des Finances allemand a qualifié d'irresponsable le gouvernement grec.

(14) Voir «L'interclassisme du KKE», *Le Proletaire* n°496

Thèses ...

libérer la bourgeoisie même du léger embaras d'une accusation d'illégalité formelle, lorsqu'elle fera logiquement recours à ses moyens réels de défense armée plutôt que d'abandonner le pouvoir et de laisser le prolétariat briser sa machine bureaucratique et militaire de domination.

15. Reconnaître la nécessité de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir, tout en proposant que le prolétariat exerce son pouvoir en concédant à la bourgeoisie une représentation dans les nouveaux organismes politiques (assemblées constituantes ou combinaisons de celles-ci avec le système des conseils ouvriers) est un programme inacceptable, en opposition avec la revendication centrale du communisme: la dictature du prolétariat. Le processus d'expropriation de la bourgeoisie serait aussitôt compromis s'il lui restait encore un moyen d'influencer en quelque manière la constitution des organismes représentatifs de l'État prolétarien expropriateur. Cela permettrait à la bourgeoisie d'utiliser les influences qu'elle conserve inévitablement en raison de son expérience et de sa formation technique et intellectuelle, pour y greffer son activité politique visant au rétablissement de son pouvoir par une contre-révolution. Les conséquences seraient les mêmes si on respectait le moindre préjugé démocratique sur l'égalité de traitement que le pouvoir prolétarien devrait appliquer aux bourgeois pour ce qui est de la liberté d'association, de propagande ou de presse.

16. Le programme d'une organisation de représentation politique fondée sur des délégués des catégories professionnelles de toutes les classes sociales, n'est pas, même formellement, une voie menant au système des conseils ouvriers, car celui-ci est caractérisé par l'exclusion des bourgeois du droit électoral, et son organisme central n'est pas désigné par professions, mais par circonscriptions territoriales. La forme de représentation en question représente plutôt un stade inférieur même par rapport à la démocratie parlementaire actuelle.

17. L'anarchisme s'oppose profondément aux conceptions communistes: il tend à l'instauration immédiate d'une société sans État et sans ordonnancement politique; et il prône dans l'économie future le fonctionnement autonome des unités de production, en niant tout centre d'organisateur et régulateur des activités humaines dans la production et dans la distribution. Une telle conception est proche de celle de l'économie privée bourgeoise, et elle est complètement étrangère au contenu essentiel du communisme. En outre, l'élimination immédiate de l'État comme appareil de pouvoir politique revient à ne pas opposer de résistance à la contre-révolution, ou bien présume l'abolition immédiate des classes, la fameuse expropriation révolutionnaire contemporaine de l'insurrection contre le pouvoir bourgeois.

Mais une telle possibilité n'existe pas le moins du monde, étant donné la complexité des tâches que le prolétariat a à remplir dans la substitution de l'économie communiste à l'économie actuelle, et en raison de la nécessité que ce processus soit dirigé par un organisme central représentant l'intérêt général du prolétariat, et subordonnant à ce dernier tous les intérêts locaux et particuliers dont le jeu est la force principale de conservation du capitalisme.

(1) Ces Thèses sont publiées in extenso dans la brochure «Défense de la continuité du Programme Communiste», Textes du P.C. International n°7, disponible à notre adresse.

(2) Le président américain Wilson avait présenté un programme démocratique et pacifiste censé éliminer les guerres et promouvoir le développement harmonieux des peuples, qui avait été encensé par les réformistes de tous les pays (NdIR).

Les émeutes de Baltimore, 50 ans après les révoltes noires aux Etats-Unis

La nouvelle de la mort de Freddie Gray un jeune Noir de 25 ans battu à mort par les flics après avoir été arrêté sans raisons le 12 avril (arrestation qui sera déclarée plus tard «illégal» par le procureur de la ville, cherchant évidemment à calmer la colère des manifestants), a entraîné de violentes émeutes dans la ville de Baltimore (Maryland), port de la côte est des Etats-Unis. L'état de siège fut déclaré dans la ville et plusieurs milliers de soldats de la Garde Nationale mobilisés en renfort des milliers de policiers locaux. On a assisté également à l'instructif spectacle de l'union pour la défense de l'ordre établi, en plus des médias, des politiciens de tous les partis et des prêtres de toute obédience, de la police aux gangs de voyous. C'est ainsi que les «Bloods», les «Crips» et la «Nation de l'Islam» qui se livrent habituellement à des guerres meurtrières pour le contrôle de quartiers où ils dealent, se sont entendus entre eux (après une réunion tenue dans une église baptiste) et avec les prêtres et la police pour empêcher autant que possible les émeutes et pour protéger les commerces et les policiers des manifestants!

A Baltimore, où 64 % de la population est noire, les racines de la révolte sont sociales; la ville a connu un déclin industriel marqué depuis les années 70 et elle a été sévèrement touchée par la dernière crise. La mairesse y est noire, de même que le chef de la police et la moitié des policiers; cela n'empêche par les jeunes et moins jeunes prolétaires noirs d'être harcelés par la police; la corruption, les crimes et exactions impunies des policiers locaux sont bien documentés: ils sont au moins aussi fréquents qu'ailleurs, démontrant que ce n'est pas la couleur de la peau des flics ou des politiciens qui est en cause. Le taux de pauvreté officiel à Baltimore est de 28% contre 14,5 % au niveau national. Dans le quartier où vivait Freddie Gray, le taux de chômage est de 52% des habitants en âge de travailler (il est encore plus élevé dans d'autres quartiers!), le tiers des logements sont à l'abandon. Reflet particulièrement criant des inégalités sociales, les 15 quartiers les plus pauvres de la ville ont une espérance de vie comparable à celle d'un pays du Tiers Monde: entre le quartier le plus riche (à population blanche!) et le plus pauvre de Baltimore, la différence d'espérance de vie à la

naissance est de 19 ans!

L'importance de la réaction des autorités de Baltimore et de l'Etat du Maryland s'explique par le souvenir des émeutes de 1968 qui avaient fait 6 morts, 700 blessés et entraîné 3500 arrestations dans la ville: plus de 10 000 soldats avaient alors été déployés pour «maintenir l'ordre». En effet, après celles de Ferguson l'an dernier, ces émeutes ont fait ressurgir parmi les bourgeois et leurs valets le spectre des émeutes qui frappèrent les Etats-Unis il y a cinquante ans.

Dès l'été 1964, une émeute à New-York, survenue sur fond de brutalités policières, annonçait la vague d'émeutes dites «raciales» parce que les Noirs en étaient les principaux protagonistes, qui allaient marquer la deuxième moitié des années soixante aux Etats-Unis. On était alors aux premières failles de l'expansion économique pratiquement continue aux Etats-Unis depuis la fin de la guerre, alors que la situation politique devenait de plus tendue en raison de la guerre du Vietnam et de la conscription pour nourrir en chair à canon l'armée américaine. Les émeutes sauvagement réprimées des ghettos noirs des années soixante, comme l'agitation croissante contre la guerre, elle aussi réprimée y compris dans le sang, eurent leur pendant dans un renouveau des luttes ouvrières, y compris à l'échelle internationale.

Ces émeutes disparaîtront pratiquement dans les années 70, à la suite de la politique de la bourgeoisie qui, outre une répression qui jeta en prison des milliers d'«agitateurs» et en assassina d'autres, avait la possibilité de lâcher des miettes significatives pour calmer les prolétaires avec une batterie d'amortisseurs sociaux; elle s'emploiera aussi à faciliter la constitution d'une bourgeoisie et petite-bourgeoisie noires pouvant influencer les prolétaires ou servir au moins de «tampon» entre eux et l'Etat bourgeois. Dans une situation économique différente, les émeutes reprisent dans les années 80 avant de culminer une nouvelle fois à Los Angeles en 1992.

Nous publions ci-dessous un éditorial d'Amadeo Bordiga, paru sur le n°15/1965 d'Il Programma Comunista, organe alors du parti, sur les émeutes de Los Angeles de l'été 1965, en renouvelant le vœu que les émeutes actuelles soient les annonciatrices de luttes futures, et victorieuses.

AMADEO BORDIGA

La colère «noire» a fait trembler les piliers vermoulus de la «civilisation» bourgeoise et démocratique

Avant que, une fois passée l'averse de la «révolte noire» en Californie, le conformisme international ensevelisse l'événement «embrassant» sous un épais manteau de silence; lorsque les bourgeois «éclairés» cherchaient encore anxieusement à découvrir les «mystérieuses» causes qui avaient entravé là-bas le fonctionnement «régulier et pacifique» du mécanisme démocratique, quelque observateur des deux rives de l'Atlantique se consolait en rappelant, qu'après tout, les explosions de violence collective des «gens de couleur» ne ont pas une nouveauté en Amérique et que, par exemple, une explosion aussi grave eut lieu à Detroit en 1943, sans qu'elle ait de suite.

Mais quelque chose de profondément nouveau s'est produit dans ce brûlant épisode de colère, de nature non pas vaguement populaire, mais prolétarienne, pour qui l'a suivi non avec une froide objectivité, mais avec passion et espoir. Et c'est ce qui nous fait dire: **la révolte noire a été écrasée; vive la révolte noire!**

La nouveauté – pour l'histoire des luttes d'émancipation des salariés et sous-salariés noirs, et non pour l'histoire des luttes de classe en général – c'est la coïncidence quasi parfaite entre la pompeuse et rhétorique promulgation présidentielle des droits politiques et civiques, et l'éclatement d'une furie subversive anonyme, collective et «incivique» de la part des «bénéficiaires» du geste «magnanime»; entre l'énième tentative d'allécher l'esclave torturé avec une carotte misérable qui ne coûte rien, et le refus instinctif et immédiat de cet esclave de se laisser bander les yeux et de courber encore l'échine.

Rudement, instruits par personne – ni par leurs leaders plus gandhistes que Gandhi; ni par le «communisme» à la mode de l'URSS qui, comme s'est pressé de le rappeler *L'Unità* (2), repousse et condamne la violence –, mais éduqués par la dure leçon des faits de la vie sociale, les Noirs de Californie ont crié au monde, sans en avoir la conscience théorique, sans avoir besoin de l'exprimer dans un langage bien élaboré, mais en le clamant dans

le vif de l'action, la simple et terrible vérité que l'égalité juridique et politique n'est rien tant que subsiste l'inégalité économique; et qu'il n'est possible d'en finir avec celle-ci, non par des lois, des décrets, des prêches ou des homélies, mais seulement en renversant **par la force** les bases d'une société divisée en classes. C'est cette brusque déchirure du voile des fictions juridiques et des hypocrisies démocratiques, qui a déconcerté et ne pouvait que déconcerter les bourgeois; c'est elle qui a enthousiasmé les marxistes; c'est elle qui doit faire réfléchir les prolétaires assoupis dans la ouate factice des métropoles d'un capitalisme né historiquement sous une peau blanche.

* * *

Quand le Nord américain, déjà engagé sur les rails du plein capitalisme, lança une croisade pour la suppression de l'esclavage régnant dans le Sud, il ne le fit pas pour des raisons humanitaires, ou par respect envers les éternels principes de 1789, mais parce qu'il fallait déraciner une économie patriarcale pré-capitaliste, et en «libérer» la force-travail afin qu'elle devienne une gigantesque ressource pour l'avidité du monstre capitaliste. Dès avant la guerre de sécession, le Nord encourageait la fuite des esclaves des plantations sudistes, trop alléché qu'il était par une main d'oeuvre qui se serait offerte à vil prix sur le marché du travail et qui, en plus de cet avantage direct, lui aurait permis de comprimer la paye de la force de travail **déjà** salariée, ou au moins de ne pas la laisser augmenter. Pendant et après cette guerre le processus fut rapidement accéléré, en se généralisant.

C'était un passage historiquement nécessaire pour s'affranchir des limites d'une économie ultra-arriérée; et le marxisme le salua, mais non parce qu'il ignorait que «libérée» dans le Sud, la main d'oeuvre noire allait trouver dans le Nord un mécanisme d'exploitation déjà prêt, et sous certains aspects, encore plus féroce. Selon les paroles du Capital, le «brave nègre» serait libre de

porter sa peau sur le marché du travail pour la faire tanner: libéré des chaînes de l'esclavage sudiste, mais aussi du bouclier **protecteur** d'une économie et d'une société fondée sur des rapports personnels et humains, au lieu de rapports impersonnels et inhumains; libre, c'est-à-dire seul, nu et désarmé.

Et en réalité l'esclave échappé dans le Nord se rendit compte qu'il n'était pas moins qu'avant dans une position d'**infériorité**; parce que payé moins; parce que privé de qualification professionnelle; parce qu'isolé dans de nouveaux ghettos en tant que soldat d'une armée industrielle de réserve et en tant que menace potentielle de désagrégation du tissu conjonctif du régime de la propriété privée; parce que discriminé et soumis à la ségrégation comme celui qui ne doit pas se sentir être humain mais bête de somme, et en tant que tel se vendre au premier offrant sans rien de mander de plus ni de mieux.

Aujourd'hui, un siècle après sa prétendue «émancipation», il se voit concéder la «plénitude» des droits civiques dans l'acte même où son revenu moyen est énormément plus bas que celui de son concitoyen blanc: son salaire est la moitié de son frère à peau blanche, la paye de sa compagne est le tiers de la compagne de celui-ci; dans l'acte même où les métropoles dorées des affaires le cantonnent dans des ghettos épouvantables de misère, de maladie, d'insécurité, l'isolant derrière d'invisibles murailles de préjugés, d'habitudes et de règlements policiers; dans l'acte même où le chômage que l'hypocrisie bourgeoise appelle «technologique» (pour dire qu'il s'agit d'une «fatalité», du prix à payer pour avancer sur la voie du progrès, et non par la faute de la société présente), trouve ses victimes les plus nombreuses parmi ses frères de race, parce qu'ils font partie des simples ouvriers ou des sous-prolétaires voués aux travaux les plus pénibles et les plus vils; dans l'acte même où, égal sur les champs de bataille à ses frères blancs

(Suite en page 8)

La colère «noire» a fait trembler les piliers vermoulus de la «civilisation» bourgeoise et démocratique

(Suite de la page 7)

en chair à canon, il ne l'est pas du tout face au policier, au juge, à l'agent des impôts, au patron de l'usine, au bonze syndical, au propriétaire de son taudis.

Et il est également indéniable – et incompréhensible pour les pédants – que sa révolte a éclaté dans cette Californie où le salaire moyen des Noirs est plus élevé que dans l'Est; mais c'est précisément dans cette région de boom capitaliste et de prétendu «bien-être» que la disparité des traitements est la plus forte; c'est précisément là que le ghetto, déjà clos le long de la côte atlantique, se referme rapidement en présence de l'étalage obscène de luxe, de gaspillage, de bonne vie de la classe dominante – qui est **blanche!**

C'est contre cette hypocrisie d'un égalitarisme jésuitiquement inscrit dans la loi, mais nié dans la réalité d'une société creusée de profondes tranchées de classe, que la colère noire a explosé; de la même façon qu'explose la colère des prolétaires blancs vertigineusement attirés et entassés dans les nouveaux centres industriels du capitalisme avancé, entassés dans les bidonvilles, dans les «courées», dans les masures de la très chrétienne société bourgeoise où ils sont «dibres» de vendre leur force de travail pour... ne pas mourir de faim; de la même façon qu'explosera **toujours** la sainte furie des classes dominées et, comme si cela ne suffisait pas, méprisées et calomniées!

«Révolte préméditée» contre le respect de la loi, les droits du voisin et le maintien de l'ordre! s'est exclamé le Cardinal de notre Sainte-Mère l'Eglise, Mc Intyre, comme si le nouvel esclave-sans-chaînes-aux-chevilles avait un motif de respecter une loi qui le courbe face contre terre et le maintient à genoux; ou que, «voisin» des Blancs, il ait jamais constaté avoir des «droits», ou qu'il ait pu voir dans cette société basée sur le

triple mensonge de liberté, égalité, fraternité, autre chose que le **désordre** élevé au niveau d'un principe.

«Les droits ne se conquièrent pas par la violence» a crié Johnson (2). Mensonge. Les Noirs se souviennent, ne serait-ce que par l'avoir entendu dire, que les Blancs ont dû mener une longue guerre pour conquérir les droits que leur refusait la métropole anglaise; ils savent que Noirs et Blancs, temporairement unis, ont dû mener une guerre encore plus longue pour obtenir l'apparence d'une «émancipation» encore palpable et lointaine; ils voient et ressentent tous les jours la rhétorique chauviniste exalter l'extermination des peaux-rouges, la marche des «pères fondateurs» vers des terres et des «droits» nouveaux et la rude brutalité des pionniers de l'Ouest, «rachetée» à la civilisation par la Bible et l'Alcool. Qu'est-ce que c'est tout cela sinon **violence!**

Obscurément, les Noirs ont compris qu'il n'y a pas de problèmes dans l'histoire américaine, comme dans celle de tous les pays, qui n'ait pas été résolu par la **force**; qu'il n'y ait pas de **droit** qui ne soit la résultante de heurts, parfois sanglants, toujours violents, entre les forces du passé et celles de l'avenir.

Cent années d'attente pacifique de magnanimes concessions des Blancs ne leur ont apporté que peu de choses, si l'on excepte le peu que l'occasionnelle explosion de colère a pu **arracher** à la main avare et couarde du patron. Et comment a répondu le gouverneur Brown, défenseur des droits que les Blancs sentaient menacés par la «révolte», sinon par la démocratie violente des mitraillettes, des matraques, des blindés et de l'état de siège?

Et qu'est-ce donc que cela, sinon l'expérience des classes opprimées sous tous les cieux, quelle que soit la couleur de leur peau

et que soit leur origine «raciale»? Le Noir, peu importe s'il est un prolétaire pur ou un sous-prolétaire, qui a crié à Los Angeles: «notre guerre est ici, pas au Vietnam», n'a pas exprimé une autre idée que celle des hommes qui se «lancèrent à l'assaut du ciel» lors de la Commune de Paris et de celle de Petrograd, fossoyeurs des mythes de l'ordre, de l'intérêt national, des guerres civilisatrices, et annonceurs d'une civilisation enfin humaine.

* * *

Que les bourgeois ne se consolent pas en pensant: ce sont des épisodes lointains qui ne nous concernent pas, chez nous il n'y a pas de question raciale. La question raciale est aujourd'hui d'une façon toujours plus manifeste, une question **sociale**.

Faites que les chômeurs et les demi-chômeurs en haillons de notre midi ne trouvent plus la soupape de sécurité de l'émigration; faites qu'ils ne puissent courir se faire exploiter au delà des frontières sacrées de la patrie (et se faire massacrer dans des désastres dus non à la fatalité, à des caprices inattendus de l'atmosphère ou, sait-on jamais, au mauvais oeil, mais à la soif de profit du Capital, à sa recherche frénétique d'économies sur les coûts du matériel, des moyens de transport, des dispositifs de sécurité, et peut-être de futurs gains dans la reconstruction qui suit les catastrophes inévitables et tout sauf imprévisibles même quand elles sont hypocritement déplorées); faites que les bidonvilles de nos villes industrielles et de nos capitales morales (!!) grouillent, davantage que ce n'est le cas qu'aujourd'hui, de parias sans travail, sans pain, sans réserves, et vous aurez un «racisme» italien, visible du reste dès aujourd'hui dans les récriminations des habitants du Nord contre les **cul-terreux** «sauvages» et «incultes» du Sud.

C'est la structure sociale dans laquelle nous sommes appelés à vivre aujourd'hui qui suscite de telles infamies; c'est sous ses décombres qu'elles disparaîtront.

Voilà ce que rappelle à ceux qui, drogués par l'opium démocratique et réformiste, et sans mémoire, se sont assoupis dans le rêve illusoire du bien-être, la «révolte noire» de Californie – ni lointaine, ni exotique, mais

présente parmi nous; immature et vaincue, mais annonciatrice de victoire!

(1) Pat Brown, gouverneur Démocrate de Californie de 1958 à 1966 (quand il fut battu par Ronald Reagan), est le père du gouverneur actuel Jerry Brown, qui avait déjà été gouverneur de Californie de 1975 à 1982.

(2) *L'Unità* était le quotidien du Parti Communiste Italien.

(3) Lyndon Johnson était le président Démocrate des Etats-Unis (il avait accédé à ce poste après l'assassinat de Kennedy, dont il était le vice-président). Son programme de «*Great Society*» comportait la reconnaissance des «droits civiques» pour les Noirs, la «guerre contre la pauvreté», l'institution de mesures sociales dans le secteur de la santé comme le *Medicare* et le *Medicaid* pour les plus défavorisés, etc. C'est sous ses mandats que l'engagement américain dans la guerre du Vietnam, commencé sous Kennedy, s'intensifie vraiment.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Abonnez-vous !

«le prolétaire»
Journal bimestriel
«Programme communiste»
Revue théorique
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«el proletario»
Journal en espagnol
«Proletarian»
Supplément en anglais au
«prolétaire»

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE
Deuxième liste 2015

Aurillac: 1,50 / Cavaillon: 23,50 / Daniel: 2,50 / Gaël: 9,50 / Jacky: 7,50 / François: 7,50 / Jean-Claude: 7,50 / Paris: 900,00 / Valence: 400,00 / Victor: 20,00
Total liste: 1379,50
Total général: 2236,00

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

Les émeutes «raciales» aux Etats-Unis

Juillet 1964

Après le meurtre d'un jeune Noir de 15 ans par un policier (qui n'était même pas en service) des émeutes éclatent à Harlem et s'étendent pendant 10 jours à d'autres quartiers de la métropole de New-York: Manhattan, Brooklyn, Bedford ainsi qu'à Rochester. La répression bestiale de la police fait 7 morts, 800 blessés, plus de 1000 arrestations.

28-31 août 1964

Une émeute éclate à Philadelphie après une rumeur du meurtre d'une femme par un policier. Il y a plus de 300 blessés, plus de 700 arrestations, 225 magasins pillés ou détruits.

11-17 août 1965:

Emeutes dans le quartier noir des Watts à Los Angeles (Californie): 34 morts, 1032 blessés, 3775 arrestations après l'intervention de la Garde Nationale. Le chef de la police de la ville (LAPD) comparera les émeutiers noirs à des «singes dans un zoo»...

Janvier-mars 1966:

2 morts, 20 blessés, 19 bâtiments incendiés dans les Watts.

Été 1966:

Emeutes et manifestations dans 43 villes avec un bilan total de 11 morts, plus de 400 blessés, 3000 arrestations.

12-17 juillet 1967:

Emeutes de Newark (New Jersey): 27 morts, 2000 blessés, 1500 arrestations, 300 incendies.

23-28 juillet 1967:

Emeutes de Detroit: 43 morts, 2000 blessés, 7000 arrestations. Les manifestations s'étendent par la suite à 128 villes. Au cours de l'année 1967 le total des victimes se monte à 83 morts.

4-11 avril 1968:

Après l'assassinat du leader pacifiste noir Martin Luther King, des émeutes éclatent dans 125 villes. Le président Johnson fait appel à une unité d'élite de l'armée américaine pour venir en renfort des policiers et de la Garde nationale à Washington, Chicago, Baltimore, Boston, Newark, etc. La répression fait 46 morts, 2600 blessés, 21 000 arrestations.

* * *

EMEUTESDEMIAMI:

Au cours des années 80 des émeutes éclatent à plusieurs reprises dans l'agglomération de Miami (Floride); voici les plus importantes:

17-20 mai 1980:

Trois jours d'émeutes se soldent par 18 morts, plus de 400 blessés et 1100 arrestations dans le quartier noir de Liberty City. Les violences ont éclaté après l'acquiescement de quatre policiers blancs poursuivis pour avoir battu à mort un motocycliste noir qui avait brûlé un feu rouge l'année précédente.

28-30 décembre 1982:

2 morts, 25 blessés, 38 arrestations.

16-18 janvier 1989:

6 blessés, 351 arrestations, 30 bâtiments incendiés après le meurtre d'un motard par les flics.

* * *

29 avril - Premier mai 1992:

Après l'acquiescement de policiers du LAPD qui avaient tabassé Rodney King, un Noir accusé d'excès de vitesse, des

émeutes éclatent à Los Angeles: réprimées au prix de 59 morts et de plus de 2328 blessés. Les émeutes se sont étendues au delà du quartier noir: selon un manifestant blanc: «ce n'est pas les Noirs contre les Blancs, c'est les riches contre les pauvres». Les manifestations gagnent d'autres villes de Californie comme Oakland, San Francisco (où l'état de siège est décrété pour la première fois depuis le tremblement de terre) et San Diego, ainsi qu'à Seattle et Las Vegas. Des manifestations ont également lieu sur la côte Est: New-York, Philadelphie, Atlanta etc, sans pour autant se transformer en émeutes (1).

* * *

9 avril 2001:

Un jeune Noir de 19 ans Timothy Thomas est tué à Cincinnati par un policier blanc au cours d'une poursuite. S'ensuivent quatre jours de violences au cours desquels 70 personnes sont blessées. Le calme revient après l'instauration de l'état d'urgence et d'un couvre-feu.

10 août - novembre 2014:

Après l'assassinat du jeune Noir, Michael Brown des émeutes répétées ont lieu à Ferguson (banlieue de Saint Louis, Missouri). L'état d'urgence est décrété et la Garde Nationale est appelée en renfort. Des centaines de personnes sont arrêtées, dont 16 journalistes.

(1) cf «Les flammes de Los Angeles annoncent le futur incendie prolétarien», *Le Prolétaire* n°416 (mai-juin 1992)